

Université de Montréal

**Considérations économiques et décolonisation en Afrique  
subsaharienne, 1956-1960 : la perception des dirigeants français**

Par  
Ghislain Mireault

Département d'histoire  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès arts (M.A.)

Août 2004

© Ghislain Mireault, 2004



D

7

U54

2005

V. 001

## **AVIS**

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## **NOTICE**

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**Considérations économiques et décolonisation en Afrique  
subsaharienne, 1956-1960 : la perception des dirigeants français**

Présenté par :  
Ghislain Mireault

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Paul Létourneau, président-rapporteur  
\_\_\_\_\_  
président-rapporteur

Samir Saul, directeur de recherche  
\_\_\_\_\_  
directeur de recherche

Michael Huberman, membre du jury  
\_\_\_\_\_  
membre du jury

Mémoire accepté le : ..... 15 novembre 2004 .....

## Sommaire

Confrontée à des mouvements nationalistes partout dans l'Empire, la France adopte, entre 1956 et 1960, une stratégie visant à moderniser ses liens avec l'Afrique subsaharienne. L'État se charge d'orienter des investissements toujours plus importants dans l'espoir que le développement provoque une hausse du niveau de vie et l'arrivée d'investisseurs privés pouvant suppléer à cette présence. Les fonctionnaires perçoivent en l'appareil public un puissant levier pouvant assurer la stabilité, la présence française et le maintien de liens économiques possiblement bénéfiques au capitalisme français. L'indépendance devait se faire sans heurts et sans altérer les liens économiques. Devant l'impossibilité de la contrecarrer, Paris s'accommodait d'une indépendance préservant la présence française.

Les différentes politiques afin de développer l'Outre-Mer ont suscité un certain débat au sein même des ministères français. L'agriculture a attiré leur attention, mais il semble que l'extraction et l'industrialisation ont obtenu leur préférence car elles permettaient d'atteindre les objectifs de consolidation des liens et d'élévation des niveaux de vie. Le commerce résultant de ce type de développement a été étudié. Paris présumait alors que la France demeurerait prépondérante dans ces échanges, mais une percée européenne atténuerait le rôle de celle-ci au niveau des exportations africaines. Puis, les investissements nécessaires à couvrir ces échanges furent calculés. Malgré des coûts pouvant s'élever à 475 millions de francs 1956 pour la seule année 1975, ils ne perdaient pas de leur intérêt.

Mots-clés : Économie, France, décolonisation, Afrique.

## Abstract

Confronted by nationalists movements all around the Empire, France adopted, between 1956 and 1960, a strategy aiming for a modernisation of the bonds with Black Africa. Increasing investments were directed by the State with the hope that development would provoke a real rise of the standard of living and the arrival of private investors with the power of replacing public spending. Many public employees saw in the State a powerful tool insuring stability, French presence and good economic relations for the French capitalism. Independence would not be a threat to stability or economic relations. In front of the impossibility of stopping this movement, Paris was in favor of an independence which would preserve French presence in this part of the continent.

A debate emerged in the French services on the different ways to see the development of the Overseas Territories. Agirculture was an option, but it seems that extraction and industrialization were preferable to reach the goals of consolidating relations and raising the standard of living. Commerce resulting from this type of development was studied by the French government. Paris presumed then that France would remain dominant in the exchanges, but a European breakthrough would decrease its role in exports. Then, the necessary investments to cover the exchanges were calculated. The importance of relations with Black Africa remained in spite of the 475 billions francs 1956 needed for 1975 alone.

Keywords: Economy, France, Decolonization, Africa.

## Table des matières

Sommaire .....	iii
Liste des tableaux.....	vi
Remerciements.....	vii
 <b>Introduction.....</b>	 <b>1</b>
Historiographie générale.....	2
Problématique et hypothèses.....	10
 <b>1<sup>ère</sup> Partie. Origines des projets de modernisation des relations économiques entre la France et ses colonies d'Afrique subsaharienne .....</b>	 <b>16</b>
Chapitre 1. Implication de l'État.....	17
1.1 L'État acteur.....	17
1.2 L'État soutien du privé.....	22
Chapitre 2. Fondements de l'action de l'État.....	34
2.1 La stabilité.....	34
2.2 Balance commerciale et zone franc .....	39
2.3 Autres motifs économiques.....	43
Chapitre 3. L'autonomie et l'indépendance.....	54
3.1 Évolution politique.....	54
3.2 Sauvegarde des liens malgré l'indépendance .....	60
 <b>2<sup>e</sup> partie. Les projets de modernisation et leurs conséquences économiques</b>	 <b>67</b>
Chapitre 4. Types de développement économique .....	68
4.1 L'accent sur l'agriculture .....	69
4.2 L'accent sur l'extraction et les industries .....	75
Chapitre 5. Commerce extérieur et investissements .....	87
5.1 Données générales du commerce.....	88
5.2 Impact sur les exportations de l'Afrique.....	94
5.3 Impact sur les importations de l'Afrique .....	98
5.4 Impact sur les investissements et les transferts.....	103
 <b>Conclusion .....</b>	 <b>109</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>118</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Projection du commerce extérieur des États de la Communauté, 1965-1975.....	90
Tableau 2 : Augmentations prévues des exportations de certains produits d'Afrique.....	94
Tableau 3 : Transferts publics.....	104



## Remerciements

Plusieurs personnes ont contribué à la production de ce mémoire. Mon directeur de recherche, Samir Saul, dont les conseils ont été très précieux. Marie-Josée et son aide morale et matérielle inestimable. Tous ceux et celles qui m'ont appuyé et discuté avec moi de mon sujet : André, Shuka, Pamela, Yannick, Audrey, Mathieu, Francis, Jake, etc. Tous les employé(e)s des centres d'archives où j'ai effectué des recherches en France pour leur aide. Finalement, ma famille pour leur soutien et leurs interrogations sur mon sujet, de même que Caroline pour sa présence à mes côtés.

# Introduction

Il fallut peu de temps à la France pour constituer un empire colonial en Afrique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Partant de quelques ports et remontant les fleuves, une poignée d'hommes permit au pays de contrôler plus du tiers des terres d'Afrique. Pourtant, la France quitta ces régions riches en quelques années à la fin des années cinquante. C'est un homme né lors de la poussée coloniale qui gouverna son pays lors de la décolonisation. Soudainement, alors que les Français commençaient tout juste à sentir vibrer une certaine corde impériale, les colonies d'Afrique acquirent leur indépendance. Après une période d'immobilisme et une évolution bien timide au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, voilà que tout change vers 1956. Comprendre la décolonisation en Afrique subsaharienne et étudier les débats au sein des ministères français entre 1956 et 1960 face à ce défi, c'est en partie étudier l'état de la France à ce moment. La présente recherche tentera de dégager les objectifs des dirigeants français et les contraintes qui s'imposaient à eux au niveau économique.

De nombreux chercheurs s'étant penchés sur ce champ d'étude, nous ne prétendons pas que notre contribution soit la première ou l'ultime référence en la matière. Cependant, elle vise à éclaircir plusieurs points. Avant de les cerner, nous passerons d'abord en revue les principales contributions scientifiques qui traitent des causes de la décolonisation pendant les années cinquante. Nous verrons les interprétations qui ont été faites de la décolonisation. Ensuite, la

problématique et les hypothèses de ce travail seront définies. Finalement, quelques propos suivront sur les sources consultées.

## Historiographie générale

Pour ce qui est de l'histoire de la colonisation et de la décolonisation, l'Afrique subsaharienne fait figure de parent pauvre. De nombreuses études nous renseignent sur l'Algérie et l'Afrique du Nord; on en trouve peu sur l'Afrique au sud du Sahara. Il faut bien le dire : les sociétés (financières, industrielles et commerciales) n'accumulaient pas de profits mirobolants en Afrique noire, les soulèvements n'y prirent pas l'allure de guerres et la France se retira assez pacifiquement. Tel est le portrait global au premier abord. Une étude soigneuse permet de découvrir une situation beaucoup plus complexe.

L'essentiel du débat historiographique se déroule autour des forces profondes et peut se résumer par cette question : quelle variable permet le mieux de comprendre le choix par le gouvernement français d'une ouverture menant à une plus grande autonomie pour ses territoires d'Outre-Mer constituant l'AOF<sup>1</sup> et l'AEF<sup>2</sup>? Il y a chez les auteurs une tendance à insister sur des facteurs jugés plus représentatifs de la décolonisation, tout en touchant aux autres facteurs ayant une importance moindre. Comme tout phénomène historique, la décolonisation

---

<sup>1</sup> Afrique occidentale française : Côte-d'Ivoire, Dahomey, Guinée, Haute-Volta, Mauritanie, Niger, Sénégal et Soudan.

<sup>2</sup> Afrique équatoriale française : Gabon, Moyen-Congo, Oubangui-Chari, Tchad.

trouve ses racines à travers différentes causes plus ou moins lointaines. Nous laissons les causes lointaines de côté pour le moment. Leur importance n'est pas discutable, mais les causes immédiates de la décolonisation ont eu un impact plus direct sur les décideurs que nous étudierons. Nous verrons d'abord les causes immédiates externes, puis internes, à la France.

Un des premiers historiens à se pencher sur la décolonisation a été Henri Grimal. Son étude avance que la décolonisation était en gestation depuis de nombreuses années.<sup>3</sup> Les décideurs français refusèrent de tenir compte des aspirations des élites de leurs colonies et écartèrent les compromis alors qu'ils étaient possibles. Cependant, en Afrique subsaharienne, l'opinion et le gouvernement ont appris des erreurs du passé et le rôle du général de Gaulle a été marquant. De leur côté, les leaders africains croyaient possible une évolution pacifique. L'immobilisme du gouvernement devint insoutenable après le nouveau statut du Togo en 1955. La guerre d'Algérie et les événements de 1958 furent significatifs seulement parce qu'ils eurent comme conséquence des changements constitutionnels en France. Ces derniers étant acceptés, Grimal estime que l'éclatement du système colonial résultait des forces centrifuges présentes en Afrique, tantôt la décentralisation, tantôt le regroupement.

Dans un autre ordre d'idées, l'historien Jean Planchais insiste sur l'importance de la guerre froide. Celle-ci amena plusieurs politiciens et

---

<sup>3</sup> Henri Grimal, *La décolonisation. De 1919 à nos jours*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1985[1965].

démagogues à voir les nationalistes comme des émanations du marxisme-léninisme international.<sup>4</sup> La répression du Rassemblement démocratique africain (RDA) par les autorités locales s'explique ainsi. Pour Planchais, il n'y a pas d'évolution politique entre 1951 et 1956, en raison de l'inertie parlementaire et de l'instabilité politique. Par contre, l'administration fut alerte. Il note qu'un groupe d'études arriva à des conclusions sévères sur la politique de la France et son rapport permit d'élaborer un nouveau schéma d'organisation pour les territoires africains.<sup>5</sup>

Elikia M'Bokolo étudie plus particulièrement la situation en Afrique.<sup>6</sup> Des élites d'affaires et intellectuelles se formèrent en Afrique occidentale bien avant la Seconde Guerre mondiale, contrairement à ce qui est souvent affirmé. Entre 1956 et 1958, un discours autonomiste se développa en AOF. C'est le désaccord sur la question du fédéralisme qui explique les indépendances des colonies ouest-africaines. La situation était différente en AEF, laquelle eut un développement distinct. En retard sur le plan économique, des administrateurs locaux au style autoritaire bloquaient toute vie politique et sociale.<sup>7</sup> La thèse de l'historien explique la dislocation par l'action des élites ouest-africaines au sujet du fédéralisme.

---

<sup>4</sup> Jean Planchais, *L'Empire embrasé, 1946-1962*, Paris, Denoël, 1990, p. 14.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 191.

<sup>6</sup> Elikia M'Bokolo, *L'Afrique au XX<sup>e</sup> siècle. Le continent convoité*, Paris, du Seuil, 1985.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 190.

Qu'en est-il des causes internes? Une interprétation laisse entendre que la décolonisation soit survenue suite à une prise de conscience « économico-financière » des dirigeants. En effet, cette thèse, dont le meilleur représentant est Jacques Marseille<sup>8</sup>, avance que les colonies ont été un lourd fardeau financier pour l'État après 1945, tout en permettant la survie de secteurs en net déclin grâce aux effets du « Pacte colonial ». Les secteurs en croissance et représentant l'avenir traînaient des boulets. Dès l'entre-deux-guerres, des économistes et des observateurs lucides avaient remarqué cette situation, mais ces libéraux ont toujours eu à affronter un groupe formant un lobby pro-colonial efficace.

Une nouveauté survient dans les quelques années précédant la loi-cadre qui explique la décolonisation. Les libéraux devinrent de plus en plus nombreux dans l'administration, au sein des milieux politiques en général et leur influence s'amplifiait auprès de la population française. Marseille croit que cette stratégie libérale visait à produire au plus bas prix pour faire face à la concurrence internationale. En opposition, il y avait ceux qui voulaient industrialiser l'Empire, le développement des ventes étant lié à la capacité de consommation des couches les plus nombreuses. Après la guerre, une politique d'industrialisation était possible, mais le gouvernement s'en éloigne pour des raisons liées au redressement de l'économie métropolitaine. Pour l'auteur, il y a aussi le fait que ni l'un ni l'autre des courants ne pouvaient s'imposer au pouvoir, de sorte que

---

<sup>8</sup> Plusieurs publications peuvent être citées, nous nous contenterons de: *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984.

l'État devait arbitrer entre eux.<sup>9</sup> Les considérations politiques, de sécurité et de prestige ont alors pénétré au cœur d'un débat économique.

Cette thèse économique a suscité une réaction contre son postulat de base qui rend « l'argent » (le « Capital ») responsable de la perte des colonies, des protectorats et de l'Algérie. Charles-Robert Ageron, spécialiste de l'Empire français, propose une évolution beaucoup plus complexe impliquant de nombreux facteurs.<sup>10</sup> Pour lui, la décolonisation française n'est pas une conséquence directe et immédiate de la Seconde Guerre mondiale. La politique coloniale de la France a été influencée par des pressions extérieures (rôle des États-Unis, de l'O.N.U. ou de Bandoeng), mais elles n'ont pas été décisives.

L'origine de la décolonisation ne peut pas être recherchée sur le plan économique. Bien que les colonies soient devenues un fardeau pour la France et qu'une lente prise de conscience se faisait sentir, nombreux sont ceux qui continuaient à proposer un accroissement de l'effort. Il y avait aussi ceux qui s'y opposaient résolument. Raymond Aron et les cartérisistes croyaient que l'effort était trop grand pour la France, alors que les colonies ne constituaient plus une source de puissance. Ageron démontre donc qu'il est faux de croire que « les hommes d'affaires et de finance, voire les industriels des sociétés implantées Outre-Mer comme dans la Métropole, auraient poussé à une politique précoce de

---

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 279.

<sup>10</sup> Voir surtout *La décolonisation française*, Paris, Armand Colin, 1991. 180p, ainsi que les dernières parties de Jacques Thobie *et al.*, *Histoire de la France coloniale, 1914-1990*, Paris, Armand Colin, 1990. 654p.

décolonisation. »<sup>11</sup> Cette pensée est apparue pendant et après la guerre d'Algérie. Les entrepreneurs n'ont pas anticipé la décolonisation et ne l'ont pas déclenchée. L'action des libéraux ou des cartiéristes n'explique pas le phénomène.

Ageron se penche aussi sur la prétention de certains voulant que la loi-cadre soit liée à la présence d'Houphouët-Boigny<sup>12</sup> au sein du gouvernement ou à la pression exercée par les leaders africains. L'impatience des élites africaines aurait alors conduit la France à octroyer l'indépendance. Ageron croit plutôt que des urgences de politiques extérieures – la guerre d'Algérie – rendaient nécessaires ces réformes. L'administration attirait depuis longtemps l'attention sur le réveil de l'Afrique. La politique coercitive avait le dessus. Soudainement, en 1956, les verrous sautaient alors que la guerre d'Algérie s'intensifiait. Jamais auparavant les décideurs n'avaient eu le courage de mettre en place les réformes politiques que les Africains souhaitaient.

De Gaulle fut à l'origine du mythe selon lequel il adopta la coopération dès son retour au pouvoir et s'employa à la faire déboucher sur la décolonisation. En fait, ce n'est qu'après les indépendances qu'il adopte cette orientation.<sup>13</sup> Pour Ageron, la conjugaison de la montée de l'influence et de l'audience de cartiéristes ou de libéraux et la décolonisation effective en Afrique noire et du Nord expliquent le lien entre ces deux phénomènes fait par plusieurs observateurs.

---

<sup>11</sup> Ageron, *op cit.*, p. 122.

<sup>12</sup> Félix Houphouët-Boigny, Ivoirien, fondateur du Rassemblement démocratique africain et député à l'Assemblée nationale, participa à plusieurs gouvernements français entre 1956 et 1959. Il devint président de la Côte-d'Ivoire en 1960.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 159, ainsi que Thobie *et al.*, *op cit.*, p. 545.



Ceux qui croyaient que le Capital faisait et défaisait les politiques ont été les premiers à faire ces liens. Il semble plutôt que la neutralité et les divisions caractérisaient les « grands intérêts » quant à la politique de décolonisation.<sup>14</sup>

Toujours sur le plan intérieur, Alain Ruscio a permis d'avancer les connaissances dans quelques domaines. Il estime que beaucoup de Français ont cru que leur pays était destiné à apporter la civilisation aux colonies. Cette mentalité a eu un impact au moment des décolonisations qui étaient perçues comme le retour au chaos et à la barbarie qui régnaient avant la venue de la Métropole.<sup>15</sup> Dans un autre ouvrage, Ruscio avance que l'Empire, né de la force, ne pouvait se maintenir que par la force en niant toute identité indigène. Entre 1956 et 1960, l'Algérie et la division des décideurs firent en sorte que la France ne put utiliser la force en Afrique noire.<sup>16</sup> Il en va de même en Tunisie et au Maroc où la politique de force est écartée pour sauver l'Algérie. Pour cet auteur, la loi-cadre Defferre<sup>17</sup> de 1956 n'aurait pas été votée sans cette guerre. La France tenta toujours de garder le plus de contrôle possible. Ce n'est qu'après l'indépendance que le pays voit les avantages des liens économiques et du maintien de cadres français à des postes-clés.

---

<sup>14</sup> Thobie *et al.*, *op cit.*, p. 461.

<sup>15</sup> Alain Ruscio, *Le credo de l'homme blanc. Regards coloniaux français, XIXe-XXe siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, p. 80.

<sup>16</sup> Alain Ruscio, *La décolonisation tragique. Une histoire de la décolonisation française, 1945-1962*, Paris, Messidor, 1987, p. 32.

<sup>17</sup> Elle permet au gouvernement d'agir par décrets dans les TOM pour accélérer le processus de réformes.

L'apport intéressant de Paul Clay Sorum est de traiter des intellectuels face à la décolonisation. Il croit que l'échec en Indochine amena plusieurs d'entre eux à favoriser plus d'indépendance pour les peuples coloniaux.<sup>18</sup> Certains intellectuels étaient conscients que le système colonial était beaucoup trop tourné vers la France et qu'un effort devait être fait pour les colonies. D'autres, comme Aron, voient l'impossibilité pour la France de relever ses colonies. Les réalistes au sein des intellectuels ont vite compris qu'une politique libérale était dans l'intérêt du pays. Ils ont alors essayé de propager ces idées.

Finalement Alfred Grosser propose trois tendances divergentes chez ceux qui votèrent la loi-cadre de 1956. Il y avait des cartiéristes, des partisans d'une communauté franco-africaine et ceux de l'Eurafrique.<sup>19</sup> Le courant cartiériste soutient que la France se doit de quitter l'Afrique puisque le bilan économique de la présence directe est négatif. Les partisans de la communauté franco-africaine avancent que les réalisations françaises seraient supérieures à celles des autres colonisateurs. L'Afrique n'est pas un effort excessif pour eux puisque elle constitue un élément de puissance. Les tenants de l'Eurafrique progressent au rythme des discussions sur la CEE. Ils veulent associer l'Afrique et l'Europe pour y maintenir la tutelle d'une autre façon.<sup>20</sup> Nous voyons qu'il y avait bien un débat entre les tendances qui purent s'affronter afin d'avoir l'oreille des décideurs.

---

<sup>18</sup> Paul Clay Sorum, *Intellectuals and decolonization in France*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1977, p. 76.

<sup>19</sup> Alfred Grosser, *La IV<sup>e</sup> République et sa politique extérieure*, Paris, Armand Colin, 1967, p. 352.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 353.

## Problématique et hypothèses

La politique étrangère de la France après la Seconde Guerre mondiale consiste en une quête d'influence et une interrogation sur la place qu'a et devrait avoir la France dans le monde. Il n'est plus question pour la France d'imposer ses objectifs, mais bien d'amener d'autres pays à les adopter. Les colonies masquèrent le problème durant plusieurs années. C'est dans ce contexte que nous étudierons les réactions des milieux politiques français aux dernières heures de la colonisation en Afrique subsaharienne. Nous tenterons de cerner le développement de la pensée économique de la France au sujet de l'Afrique noire entre 1956 et 1960. À l'intérieur de cette démarche générale, nous verrons où se situaient les débats sur l'Outre-Mer et qui en étaient les participants.

Quelques explications sont nécessaires sur cette problématique. Définissons d'abord ce que comprend l'Afrique subsaharienne. Cette expression sera utilisée pour désigner la partie occidentale de l'Outre-Mer français en Afrique. Il est généralement accepté qu'il s'agit de l'AOF et de l'AEF auxquelles sont rattachés les deux territoires sous tutelle, le Togo et le Cameroun. En sont exclues les îles de l'Océan Indien ainsi que Djibouti. Dans notre étude de la vision de la Métropole du développement de cette région, l'Afrique subsaharienne sera étudiée d'un bloc afin de dégager la pensée d'ensemble. La politique particulière vis-à-vis d'un territoire sera donc laissée de côté.

Quelles sont les bornes chronologiques de l'étude? Avant 1956, le gouvernement français adopte un immobilisme politique total. Par la suite, en raison de la guerre d'Algérie (1954-1962), une évolution politique, sociale et économique se fait timidement sentir. La loi-cadre étant adoptée en 1956, nous prenons cette année comme point de départ. La date terminale sera 1960, année de l'indépendance de la plupart des pays de la région. Les projets de développement par l'État français deviennent hors de propos ensuite. Il sera aussi possible de saisir les continuités et les ruptures de la politique économique liées au changement constitutionnel de 1958.

Le but de ce mémoire est de vérifier si la perspective économique était importante dans la décolonisation. Il ne s'agit pas ici de comptabilité. Il ne suffit pas d'aligner des chiffres pour choisir mathématiquement le statu quo ou le repli. Les milieux politiques français étaient conseillés suivant des considérations beaucoup plus larges. Ces perspectives étaient pensées et appuyées sur des données. Il convient d'étudier cette politique et les facteurs qui l'expliquent. Il est essentiel de se demander comment les décideurs voyaient l'indépendance politique, mais surtout si la quête du maintien des acquis économiques est plus tardive. Dans la même optique, nous verrons les analyses des économistes et planificateurs confrontés à des impératifs politiques. C'est dans ce contexte que leurs visions du développement des liens économiques deviennent intéressantes pour le chercheur.

L'historiographie montre que la guerre d'Algérie explique la réaction à court terme aux événements, mais nous croyons que cela n'exclut pas des calculs économiques. Le réaménagement économique a sans nul doute fait l'objet d'études où le pour et le contre des différentes options s'affrontaient. De plus, il ne faut pas oublier que la décolonisation se déroulait sous d'immenses pressions. Elle n'était pas un choix économique voulu et librement consentie. Les fonctionnaires devaient s'en accommoder et en tirer le maximum. Les milieux politiques réagirent à cette situation et obtinrent des conseils afin d'aider le pays à sauver ce qui pouvait l'être. Notre recherche conduit à mettre en lumière la planification économique en Afrique subsaharienne.

Les débats étaient bien réels entre partisans de types de développement différents. Grosser a bien démontré qu'il y avait trois tendances chez les députés qui ont accepté la loi-cadre. Après son adoption, les tendances devenaient divergentes de façon beaucoup plus marquée. Ceux qui préconisaient un certain relâchement de l'effort ne pouvaient être en accord avec des industrialistes. La France planifiait son développement économique depuis la Seconde Guerre mondiale. La décolonisation a provoqué des questionnements et des réflexions chez les conseillers économiques. Des conséquences étaient à prévoir sur la politique économique et commerciale de la France.

La pensée des conseillers et des planificateurs n'était pas à la traîne. Les décideurs tentaient de voir toutes les options et étudiaient leurs effets. La guerre

d'Algérie poussa les politiques français à accepter la voie de l'indépendance et la rendit probable, mais les pressions venant de toutes parts n'inhibèrent certainement pas les calculs économiques. C'est la situation en Algérie qui fit voler en éclats les derniers obstacles à la décolonisation. En revanche, les fonctionnaires ont pensé aux différentes voies de développement afin d'élever le niveau de vie des populations africaines. Cette hausse était nécessaire pour maintenir des liens avec la région. Les fonctionnaires réfléchissaient au rôle que devrait avoir l'État. Dans le contexte d'après-guerre, il n'est pas surprenant qu'une large part devait lui être dévolue. Les fondements de cette hypothèse seront aussi vérifiés dans ce mémoire.

Des études économiques ont vraisemblablement aidé à mieux accueillir la décolonisation en indiquant les perspectives des différentes options. La décolonisation n'était pas une conséquence de ces études et elle ne fut pas décidée pour engendrer de nouveaux liens de coopération. Par contre, nous verrons que ces futurs liens ont été pensés par des études et des perspectives à long terme de développement. La décolonisation n'était pas un but, mais une contrainte sagement assumée sur le plan économique. Comment la France a-t-elle essayé de sauver tous les acquis économiques qui pouvaient l'être en Afrique noire ou de sauvegarder les intérêts économiques et culturels? C'est ce que l'étude des sources nous apprendra. Les milieux politiques ont examiné ces questions et leurs conclusions nous préoccupent ici. Il s'agira ainsi d'une analyse du contenu et de l'orientation de la pensée prévisionnelle des hauts-fonctionnaires français.

Répondre à ces questions permettra d'éclaircir une partie de l'histoire de la décolonisation. Le déroulement chronologique et les espoirs de groupes de pression ou d'hommes politiques sont bien connus. Cependant, à l'heure actuelle, il n'est pas possible de connaître la pensée économique des responsables français face à ce problème. Poussés dans leurs derniers retranchements, comment voyaient-ils l'avenir dans une perspective économique? Quelles positions prenaient les fonctionnaires? Ce mémoire fournira des éléments de réponse à ces interrogations.

Les sources utilisées sont essentiellement des sources premières, produites par les ministères à des fins internes. Elles sont nombreuses et une étude complète nécessiterait des moyens considérables. Il aurait été intéressant d'effectuer quelques recherches au fonds du ministère de la France d'Outre-Mer versé aux Archives nationales de France, dépôt d'Aix-en-Provence (CAOM). En effet, le ministère dispose de deux directions principales, celle des Affaires politiques et celle des Affaires économiques. Les archives du ministère des Affaires étrangères (MAE) ont aussi leur intérêt. Les colonies ne relèvent pas de ce dernier; toutefois, la Direction des Affaires économiques peut s'être prononcée sur des sujets de son ressort.

Il convenait de consulter d'abord les archives du ministère de l'Économie et des Finances. C'est lui qui pensait et gérait la politique économique de la

France. La situation en Afrique subsaharienne n'échappait pas à l'attention de ses fonctionnaires. Les deux directions principales du ministère – Budget et Trésor – s'intéressaient aux affaires d'Outre-Mer. Les autres sources issues de ce ministère alimentaient ces deux directions – le bureau F2 (relations financières avec l'Outre-Mer et les pays étrangers), le Service des études économiques et financières, le bureau d'études de la direction du Budget, la Direction des relations économiques extérieures, etc. Le Commissariat général au Plan est l'autre entité pertinente. Celui-ci est aussi responsable de la prévision de l'orientation économique du pays. Ses archives sont déposées aux Archives nationales, à Fontainebleau (CAC) et à Paris (CHAN). Enfin, le ministère de l'Industrie a laissé quelques archives très intéressantes au CAC sur le développement des affaires avec l'Afrique.

La revue de la littérature nous porte à croire que la décolonisation fut une décision politique. Ce sont des contraintes politiques qui en sont l'origine. Ce fait masqua pendant longtemps l'idée que la pensée économique pût avoir son développement propre. Les dirigeants français obtinrent des conseils et des avis sur la décolonisation de ce point de vue. Nous nous proposons d'étudier ces conseils et ces avis pour faire ressortir les débats qui retenaient les responsables de l'époque. Ainsi nous verrons les tendances et les principaux arguments. Ce mémoire est divisé en deux parties de trois et deux chapitres. La première cerne les origines des projets de modernisation. Notre regard se portera ensuite sur ces projets eux-mêmes et leurs implications financières pour la France.



# **1<sup>ère</sup> Partie. Origines des projets de modernisation des relations économiques entre la France et ses colonies d'Afrique subsaharienne**

Les liens entre la France et l'Afrique ont évolué au cours de l'histoire coloniale. La France tenta de les réformer suite à la Seconde Guerre mondiale afin de ne pas demeurer passive face aux grondements d'Outre-Mer. Tout au moins pour l'Afrique subsaharienne, Paris a essayé de modifier ses liens économiques avec la région afin de mieux les adapter aux circonstances. Il s'agit ici de planifier la sauvegarde ou l'extension de la présence française malgré des changements politiques. Ce sont les liens économiques qui semblaient les plus aptes à assurer cette présence sur le long terme.

Dans cette première partie, nous nous pencherons d'abord sur les origines des projets de modernisation en Afrique. Les liens, fondés sur le Pacte colonial ou une exploitation intensive des ressources facilement accessibles, se sont quelque peu métamorphosés après 1945. Ainsi, il est proposé ici d'étudier qui avait l'initiative de ces changements. Était-ce le public ou le privé? Ou alors les deux à la fois, main dans la main? Voilà le thème du premier chapitre. Puis, il convient de voir pourquoi une telle initiative a été adoptée. Aucune décision n'étant prise suite à des coups de tête, a fortiori pour l'avenir des colonies et de toute une région, il faut étudier ce qui a poussé les intéressés à agir. Ensuite, nous verrons quelle place prenait spécifiquement l'indépendance dans ces motifs.

## **Chapitre 1. Implication de l'État**

La politique de la France vis-à-vis de l'Outre-Mer change après 1945. Toutefois, il faut bien voir qui, entre 1956 et 1960, avait à cœur de changer ces liens. Nous irons au centre de l'État, chez les fonctionnaires, ceux qui pensaient les politiques et qui avaient les données pertinentes, pour déceler leurs perceptions. Qui, pour eux, s'occupe de modifier la nature des liens? Qui a l'impulsion des investissements? Qui dirige l'effort et l'oriente? L'État avait la primauté en Afrique et les fonctionnaires le comprenaient très bien. Nous constaterons aussi la crainte du privé et le type de développement général dans la région qui pouvait expliquer cette présence du public.

### **1.1 L'État acteur**

Il est possible avec le recul de calculer les investissements publics et privés effectués en Afrique pour en arriver à une approximation de l'effort français. Il en est de même des dépenses de fonctionnement couvertes par la France. La présence française ne s'arrête pas là. Si l'effort public direct est facilement repérable, il en va tout autrement des investissements indirects et des investissements privés. Plusieurs auteurs ont ainsi avancé des ordres de grandeur plutôt que des certitudes sur l'implication économique française. Jacques Marseille propose 12 milliards de francs 1914 pour la période 1940-1958 en

investissements pour tout l'Empire, sources privées et publiques confondues.<sup>21</sup> Il évalue à plus de 85% la part de l'État dans les fonds destinés aux investissements dans les TOM pour les années 1954, 1955 et 1956.<sup>22</sup> Catherine Coquery-Vidrovitch avance que, entre la période 1924-1938 et 1946-1958, les investissements quadruplèrent – en valeurs constantes – et le financement public à lui seul sextuplait. Elle cite aussi Jean Suret-Canale pour qui le secteur privé extérieur – français essentiellement – a investi pour 160 milliards de francs CFA entre 1946 et 1960 en Afrique noire.<sup>23</sup> L'affaire paraît close. Les montants sont sensiblement connus, la proportion du public aussi. Le pourcentage réel est sujet à discussion, mais l'ordre de grandeur indique l'origine des investissements. Il serait donc facile ici de constater d'emblée l'importance primordiale de l'État, les chiffres parlant d'eux-mêmes. Toutefois, cette proportion et cette importance à première vue n'indiquent pas si l'État orientait les investissements dans une certaine direction ni si les acteurs de l'époque avaient conscience de cette situation. Il est préférable d'aller voir plus loin que ces chiffres globaux.

Il faut se rendre à l'évidence que l'État est bien un moteur de changements et qu'il dirige l'effort économique suivant ce qu'il juge le plus bénéfique pour la France. Les exemples sont multiples où les fonctionnaires affirment l'importance de l'État ou son rôle central. Il n'est pas question pour l'instant d'expliquer ce fait, mais de le constater et de le garder à l'esprit. Dès 1956, le gouvernement est

---

<sup>21</sup> Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984, p. 105.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 117.

<sup>23</sup> Catherine Coquery-Vidrovitch, « L'impérialisme français en Afrique : Idéologie impériale et politique d'équipement, 1924-1975 », *Relations internationales*, no7, 1976, p. 277.

considéré comme source de développement économique. Il s'ouvre même à l'implication de pays étrangers dans les colonies. Le Pacte colonial, dans sa forme intégrale, n'était plus à l'honneur.<sup>24</sup> Il ne peut y avoir de partages des colonies dans ce système fermé et il ne peut y avoir d'investissements étrangers. Celui-ci est pensé en fonction de la Métropole et des intérêts de celle-ci. Voilà que le ministère des Finances<sup>25</sup> est prêt à laisser l'Europe pénétrer l'Outre-Mer français dans l'espoir de le développer plus rapidement. Le mémorandum français sur la CEE, qui examine les conditions d'adhésion du gouvernement au projet de Marché commun, évoque essentiellement les investissements publics étrangers. Ce texte précise que les investissements publics français sont l'instrument essentiel du développement économique des Territoires d'Outre-Mer. Ce développement ne peut être accéléré qu'en ajoutant à l'effort de la France les efforts complémentaires de ses partenaires européens sous forme d'investissements publics.<sup>26</sup>

Ce texte constate que le secteur public était déjà un instrument majeur de développement et que ce rôle serait augmenté par l'ajout des autres membres de la

---

<sup>24</sup> Le Pacte colonial peut se résumer ainsi : les colonies exportent des matières premières brutes à la France (et, si ce marché est saturé, aux autres pays) et importent des biens manufacturés de la Métropole. Il s'agit d'un système fermé dont le but est d'exclure les étrangers de tous les niveaux d'échange et les colonies de toute production industrielle.

<sup>25</sup> Parmi toutes les appellations de la période 1956-1960, c'est celle-ci qui sera retenue. Rappelons que le ministère des Finances était à l'époque beaucoup plus qu'un portefeuille ou un gardien de la monnaie. Sa puissance était réelle et le rattachement du CGP (1954-1962) faisait de celui-ci un rouage au cœur d'un ministère ayant un poids immense sur toute l'économie. Le détachement du CGP en 1962 et son transfert à Matignon était clairement une décision visant à limiter la puissance du ministère, du ministre et de ses hauts-fonctionnaires. Voir Gérard Pogorel, « Le Plan dans le débat politique français (1946-1965) » dans Henri Rousso (dir.), *De Monnet à Massé. Enjeux politiques et objectifs économiques dans le cadre des quatre premiers plans (1946-1965)*, Paris, Éditions du CNRS, 1986, p. 193.

<sup>26</sup> Mémorandum français de 1956 sur le projet de Marché Commun, SEEF, CAEF, B52209.

CEE n'ayant pas de charges coloniales. La France pourrait alors utiliser la poussée économique allemande pour se maintenir en Afrique. De plus, elle augmenterait sa compétitivité en Europe et dans le monde en utilisant l'Afrique ainsi mieux outillée. Ce serait une politique de développement utilisant le levier des investissements publics, comme ce fut le cas après la guerre sur le territoire français.

Les produits servant à construire des industries et des machines sont essentiels à tout développement, par conséquent, à toute hausse du niveau de la vie : « L'industrialisation d'un pays, en accroissant le pouvoir d'achat de ses habitants ne peut qu'aider à son progrès ».<sup>27</sup> Comme l'Afrique n'était pas en mesure de produire ces matériaux et que la technologie se trouvait en Occident, il fallait les importer en totalité. La France fournissait les biens d'équipement et réglait souvent la note par des investissements publics dans l'espoir de développer ces territoires au plus vite. Ainsi, les statistiques sur les exportations de produits mécaniques et électriques – bien souvent synonymes de biens d'équipement – permettent de lire l'effort et le rythme d'industrialisation. Les projections sur ces exportations renseignent tout autant sur l'intention du gouvernement. Quelques jours avant la présentation de la loi-cadre Defferre, une note du SEEF<sup>28</sup> du 30 mai

---

<sup>27</sup> Citation de la conférence de Brazzaville tirée de : Coquery-Vidrovitch, *op. cit.*, p. 272.

<sup>28</sup> Service des études économiques et financières. Organisme parapublic lié à la fois au CGP et à la direction du Trésor et chargé d'études économiques. Il fournit de l'information aux Cabinets et Directions. Il est associé au CGP, imposant client demandeur puisque celui-ci n'a pas, avant 1962, de service d'études propre pour fournir des données aux élaborateurs. Le SEEF devient la Direction de la Prévision au ministère des Finances peu de temps plus tard. Voir Emmanuel Chadeau, « Le Plan et les administrations économiques jusqu'en 1965 : l'expérience des hommes » dans Rouso, *op cit.*, p. 19.

1956 étudie les objectifs d'exportations vers les POM<sup>29</sup> pour 1961. Dans le cas des produits mécaniques et électriques, « les ventes de ces matériels aux P.O.M. sont directement fonction du montant des dépenses que les pouvoirs publics décideront d'y effectuer ou de l'aide économique que les autorités locales demanderont à la France de leur accorder. »<sup>30</sup> Bref, l'État, directement ou indirectement (par l'entremise de prêts aux gouvernements locaux, par exemple), serait l'acteur le plus important, si ce n'est le seul, dans le développement de ce type de ventes vers les POM.

L'absence totale du secteur privé étonne. Ses dépenses ne seraient pas un facteur à prendre en considération pour ces échanges. L'impulsion viendrait de l'État à court et moyen terme. Le développement ne sera pas graduel et privé, mais bien une marche forcée par le gouvernement. Des projections de ce type n'auraient pas été possibles si le développement répondait aux lois du marché. Qui peut vraiment prévoir comment le privé se comportera? Par contre, ce que l'État peut et doit faire est identifiable. Il n'est pas question ici de chiffrer cet effort (voir la seconde partie), mais de saisir ce qui est demandé à la Métropole pour mener à bien le plus rapidement possible la modernisation de l'Outre-Mer.

Il convient d'expliquer les modes d'interventions de l'État dans l'économie d'Outre-Mer. D'abord, l'État investit directement et participe à la construction de routes, de barrages, etc. Il y a les prêts aux gouvernements

<sup>29</sup> Pays d'Outre-Mer: Ensemble des pays ayant des liens plus ou moins étroits avec la France (Tunisie, Maroc, TOM, etc.).

<sup>30</sup> Note du 30 mai 1956, SEEF, CAEF, H1956, p. 11.

locaux. Ces derniers pourront utiliser cet argent pour leurs propres investissements directs. Paris met aussi sur pied des organismes parapublics dont le but est de développer l'Outre-Mer (Office du Niger, Compagnie générale des oléagineux tropicaux, etc.). L'essentiel du budget de ces organismes métropolitains vient de l'État et n'est généralement pas incluse dans les charges totales de la France puisque dépensé en Métropole. Il en va de même de subventions occasionnelles à des entreprises privées pour alléger les coûts d'implantation en Afrique (par exemple, à Pechiney pour son expansion en Guinée). L'État entretient aussi la quasi-totalité des fonctionnaires et réduit ainsi les charges locales qui peuvent être affectées à des opérations productives par les gouvernements territoriaux. Il est important de noter que tous ces leviers sont utiles et ont servi au développement de l'Afrique. Par contre, Paris peut croire davantage en un ou deux moyens. Selon les secteurs et les objectifs poursuivis, l'État modifie son action.

## 1.2 L'État soutien du privé

Le but de l'État n'est pas de faire des profits à très court terme avec l'Outre-Mer. L'ancien système fonctionnait bien dans cette voie pour une certaine catégorie du capitalisme français.<sup>31</sup> Il fallait restructurer les économies et préparer la région à la venue future d'une autre tranche du secteur privé. La France pourrait alors développer l'Afrique et élever le niveau de vie de façon optimale. Construire dans le but d'y développer des utilisateurs privés s'explique

---

<sup>31</sup> Marseille, *op cit.*, p. 131.

ainsi. Une note émanant de la Direction des affaires économiques au ministère de la France d'Outre-Mer, dirigé par Pierre Moussa, indique parfaitement ceci : « En dehors de sa participation et de ses prêts, l'État prend souvent à son compte, à fonds perdu, un grand nombre de dépenses d'infrastructures dans le domaine routier et portuaire (lors même que ces installations ont pour utilisateur principal, ou même quasi exclusif, une société privé). »<sup>32</sup> L'État fait tout en son pouvoir pour développer l'Outre-Mer et amener des groupes privés français à y investir. Les profits suivront plus tard. La Métropole devance les besoins du privé et travaille pour lui. Il ne serait pas venu à l'esprit de groupes privés de construire des infrastructures inutilisées ou profitables aux concurrents. C'est pourquoi l'État dirige et centralise l'effort en Afrique. C'est lui qui développe l'Afrique dans un premier temps. Le secteur privé n'aurait pas fait de telles dépenses et ne serait sans doute pas venu. En effectuant ces investissements, Paris peut l'attirer.

L'État est responsable des développements économiques Outre-Mer. Les investissements privés seront longtemps à la remorque des investissements publics, même s'ils sont plus importants. Si les ressources publiques diminuaient, les investissements privés aussi s'amenuiseraient. Inversement, une implication accrue de l'État engendrerait une hausse de la présence du privé. Telle est l'intention des pouvoirs publics. Alors que se déroule la réflexion sur les changements à apporter à la Constitution de la IV<sup>e</sup> République, une note interne fait ce constat. Pour l'auteur, il est maintenant établi que le FIDES et, d'une

---

<sup>32</sup> Note au Ministre sur les implications économiques de l'évolution politique des T.O.M., 6 juin 1956, Pierre Moussa, CAEF, PH312/01-001, p. 2.



manière générale, les investissements publics métropolitains ont joué un rôle directeur dans l'ensemble des investissements effectués outre-mer et par conséquent dans l'élévation du revenu et du niveau de vie des territoires. Il existe de plus un rapport constant entre les investissements publics métropolitains et les investissements totaux.<sup>33</sup> Une lettre du Haut-Commissaire en AOF le montre tout aussi bien.<sup>34</sup>

Cependant, malgré l'espoir des fonctionnaires concernant la préparation du terrain pour les investissements privés, ces derniers ne viennent pas. Il n'y a pas de relais graduel sur le long terme puisque le rapport est constant. Les contributions publiques demeuraient et l'État était et serait le principal investisseur en Afrique. Celui-ci joue donc un rôle directeur et oriente les investissements et l'industrialisation selon son désir. L'élévation du niveau de vie, objectif ultime de la politique, en est donc directement dépendant. L'État garde l'espoir que cette situation change avec le développement de l'économie pour atteindre une phase où l'Afrique redeviendrait un lieu d'expansion pour les capitaux français. Il faut réaliser le développement et s'occuper des charges sociales d'ici là.

Le seul investissement privé ne suffit pas à assurer la présence française. Combier ajoute aussi le caractère illusoire de croire que la prééminence de la Métropole et l'effort d'équipement indispensable peuvent être appuyés sur les

---

<sup>33</sup> Rôle du FIDES-Évolution possible, 10 février 1958, par Marcel Combier, administrateur de la France d'Outre-Mer, puis sous-directeur au Plan de ce ministère à partir de 1955, CAEF, PH 312/01-001, p. 1.

<sup>34</sup> Lettre de Cusin, 1957-1958, CAEF, 5A124, p. 1.

seuls investissements privés.<sup>35</sup> Le terme prééminence ajoute une touche de supériorité et d'ascendant que Paris ne veut pas perdre – que ce soit face aux nations étrangères ou aux autochtones. Seul le public, si le privé en est incapable, peut assurer la présence française et l'équipement de l'Outre-Mer. Évidemment, tout équipement de l'Afrique vise l'industrialisation et le développement économique. Il est, de plus, sous-entendu que la présence française passera par l'industrialisation et le développement.

La présence économique française ne peut être sauvegardée que par l'apport du public. Se questionnant sur les façons de défendre les positions françaises, les fonctionnaires identifient naturellement l'État comme un puissant levier. Si l'État s'écarte du financement de l'industrialisation, la France perdra beaucoup plus que la présence directe. À court terme, peut-être cette perte n'est pas significative, mais les fonctionnaires voient un grand intérêt à demeurer présent en Afrique à long terme.

L'État planifie conséquemment l'aide qui sera nécessaire en argent, en hommes et/ou en matériaux. Ce souci est bien évidemment présent lors de la rédaction du III<sup>e</sup> Plan. Il n'est pas surprenant d'apprendre que « quelles que soient les formes juridiques que pourra revêtir dans l'avenir leur communauté », elle connaîtra un essor d'autant plus rapide si la Métropole est en mesure d'apporter aux POM une aide accrue en capitaux, en techniciens et en matériels

---

<sup>35</sup> *Ibid*, p. 1.

pour accélérer leur développement économique et social.<sup>36</sup> Alors que la Constitution de la nouvelle République vient d'être présentée au vote par voie de référendum, que le GPRA<sup>37</sup> vient de se former, que le comité Pinay-Rueff se penche sur la politique économique à venir et que de Gaulle propose la « paix des braves », il ne faut pas s'étonner de tels propos. L'accent sur le développement économique et social de l'Outre-Mer passant par les dépenses de l'État est logique. Le Plan devait refléter l'optimisme et prévoir que la victoire serait rapide en Algérie (pour des raisons politiques).<sup>38</sup>

La hausse du niveau de vie et l'industrialisation sont aussi appelées à s'accélérer et à nécessiter encore plus d'investissements. Ceux-ci ne seront pas rentables à court terme. Ils servent plutôt à paver la voie. Pour plusieurs fonctionnaires, l'absence de taux élevés de rentabilité pour les sociétés non commerciales explique la défection du privé et rend nécessaire l'implication publique. Le rapport du Groupe de l'équilibre au CGP est de cet avis.<sup>39</sup> L'État est-il seul en mesure d'effectuer ce type d'investissements? Ces fonctionnaires liés au Plan semblent croire que le privé s'intéresse seulement aux investissements à court terme et rentables. Le bien-fondé de ce jugement n'est pas en cause. Que le privé ait réellement été réticent aux investissements à « long terme » en Afrique est moins important que cette croyance chez les fonctionnaires. Ceux-ci voyaient en la puissance publique l'architecte de

<sup>36</sup> III<sup>e</sup> Plan, ébauche d'octobre 1958, Commissariat Général au Plan, CHAN, 80 AJ93, p. 16.

<sup>37</sup> Gouvernement provisoire de la République algérienne.

<sup>38</sup> Hubert Bonin, *Histoire économique de la IV<sup>e</sup> République*, Paris, Economica, 1987, p. 360.

<sup>39</sup> Rapport du Groupe de l'équilibre, 19 juillet 1957, CGP, CHAN, 80 AJ120, p. 159.

l'industrialisation. Les investissements privés resteraient marginaux et/ou imprévisibles.

Tel est, au fond, le cœur du problème. Paris ne peut se fier à des investissements incertains pour mettre sur pied une politique cohérente visant à garder l'Afrique. Le secteur privé percevait que l'intérêt immédiat des affaires en général. L'État devait lui montrer l'intérêt probable et être présent pour préparer l'avenir. Paris cherche aussi à diriger l'industrialisation dans un sens qui lui sera favorable et qui permettra aux secteurs les plus dynamiques du capitalisme de se développer encore davantage. Une raison d'être des colonies serait ainsi préservée.

Les fonctionnaires expliquent l'absence du privé par d'autres considérations que le type de développement proposé par l'État. S'explique-t-elle, comme le dit Pierre Moussa, par leur refus « à prendre ainsi pour lui [le privé] la plus grosse part du risque politique »?<sup>40</sup> Le privé ne veut certainement pas s'impliquer alors que le public hésite. Les groupes seraient « réticents » face à l'Afrique par crainte de voir se répéter les événements d'Indochine et d'Afrique du Nord. Les montants des capitaux présents ne sont pas comparables. En fait, les investisseurs ne s'éternisent pas là où ils peuvent perdre leur capital. Ainsi, l'omniprésence du public cherche en plus à instaurer un havre attirant pour des investisseurs privés ne se risquant pas dans des placements trop dangereux. Loin de Paris et percevant une perte du pouvoir politique de l'État, les sociétés privées

---

<sup>40</sup> Note au Ministre du 6 juin 1956, *op cit.*, p. 4.

sont prudentes. L'État, qui voulait développer la région au plus vite, aurait alors à attirer le privé par la stabilité politique et d'autres incitatifs. C'est ce à quoi Pierre Moussa fait référence en avançant que « le développement des investissements privés [...] est lui-même freiné par la peur politique. »<sup>41</sup>

Les situations stables ont toujours été préférées par les investisseurs privés. Ceux-ci ne craignent rien de plus que les mouvements brusques minant leurs intérêts. Cette peur de l'avenir politique est le principal problème. La sécurité et la stabilité aident aux transferts de capitaux et en sont la première condition.<sup>42</sup> Sachant ce qui s'est passé ailleurs et ce qui se déroule alors en Afrique même, cette crainte est légitime de leur point de vue. Cependant, si ces investisseurs ne viennent pas, cette stabilité qu'ils recherchent se fera attendre. Moussa ajoute alors que : « En dehors des moyens qui permettent de rassurer les capitalistes privés, il y a les moyens qui permettent de compenser l'inconvénient que comporte la peur de l'avenir politique... »<sup>43</sup> Il faut compenser en agissant sur les causes de leurs peurs plutôt que de contrebalancer directement le risque présent (à l'aide de garanties, par exemple). Que l'État français conserve fermement ses colonies et défende ses investisseurs ou alors que l'interlocuteur soit un gouvernement local avec qui il faut négocier pour assurer la stabilité et, conséquemment, les profits. Les compromis avec évolutions ou dérapages n'ont certainement pas la faveur du privé.

---

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>42</sup> Note de la DREE sans date (probablement 1959), CAEF, B55000, p. 1.

<sup>43</sup> Note au ministre du 6 juin 1956, *op cit.*, p. 8.

Cette peur est un facteur important puisque, même dans le cas de secteurs productifs permettant des revenus à court terme, le privé restera en retrait. Alors que des profits sont possibles, l'État doit investir des sommes considérables. C'est aussi ce qu'avance cette note du 15 février 1957 : « Les études en cours sur la mise en valeur des ressources énergétiques, minières et industrielles des territoires d'outre-mer sont arrivées à un stade où la réalisation de quelques grands projets peut être envisagée comme prochaine. Celle-ci impliquera de la part de la Métropole, quels que soient les concours étrangers, un important effort de financement. »<sup>44</sup> Bref, malgré l'association de groupes étrangers, l'État demeurera prépondérant dans de tels projets. Il ne faut oublier non plus le contexte. Les deux premiers plans français étaient synonymes de reconstruction du pays par l'État. L'économie, d'abord amorphe, est entrée dans une ère d'expansion grâce à l'effort de l'État. Le gouvernement y allait au fil des années cinquante d'une débudgétisation qui diminuait son importance dans l'économie en investissements directs pour la modernisation. Il serait étonnant que des fonctionnaires ayant vécu ces moments ne soient pas influencés par un tel modèle pour ce qui est du développement de l'Afrique.

Les investissements outre-mer ne sont pas populaires alors que l'avenir de la France en Algérie n'est pas assuré et que les avoirs métropolitains en Indochine se font de plus en plus écarter par la compétition américaine. Pour Marcel Combier, « les intérêts privés sont exclusivement orientés par la recherche du profit, habituellement au sens le plus étroit du terme. Ils ne peuvent par nature

---

<sup>44</sup> Note pour la Commission de l'Économie, 15 février 1957, SEEF, CHAN, 80 AJ120.

s'intéresser qu'aux opérations immédiatement rentables, dans la mesure où celles-ci ont été rendues possibles par une politique d'investissements publics. Ils ne sont attirés ni par les opérations sociales, ni par les opérations intéressant directement la paysannerie locale, ni par les opérations d'infrastructure de base. »<sup>45</sup>

L'Indochine, l'Algérie et Suez démoralisent les épargnants et les détournent de l'Outre-Mer pour leurs investissements.<sup>46</sup> Ce préjugé est bien présent. C'est ce qui peut aussi expliquer la propension de l'État à tout gérer et à garder sa position dominante dans le développement. La puissance publique, même sur le territoire national, ne fait pas tout le développement seule. Paris accompagnait et incitait les investissements dans certains domaines, mais ne s'y substituait pas. Or, en Afrique, l'État est au front de tous les combats pour accélérer le développement.

Il est prévu d'amener la paysannerie locale graduellement à un niveau de vie plus élevé au fur et à mesure que se développe un marché, des débouchés, des moyens locaux, etc. Paris veut accélérer ce développement graduel et élever cette couche de la société. L'infrastructure aurait aussi pu se constituer parallèlement à l'économie de la région. Encore une fois, l'État construit, par exemple, des aéroports et des ports immenses alors que le besoin économique immédiat ne se fait pas sentir. De telles dépenses sont effectuées en prévision d'une croissance.

---

<sup>45</sup> Rôle du FIDES..., *op cit.*, p. 1.

<sup>46</sup> Note au ministre du 6 octobre 1956, CAEF, PH312/01-001, p. 1.

Il est alors possible d'affirmer que ces dépenses agissent comme incitatifs au développement de l'Afrique. L'entretien de ces infrastructures pèsera lourd dans les budgets locaux. Ce n'est que postérieurement qu'il sera possible de porter un jugement sur la justesse de cet espoir. Force est de constater qu'à l'époque les contemporains devaient se contenter de calculs prévisionnels nécessairement incomplets.

Un tel programme ne peut être suivi que par l'État. Le secteur privé n'est pas intéressé à des dépenses que la situation économique immédiate ne nécessite pas. Les investisseurs privés sont d'un naturel conservateur et ne se lancent pas tête baissée dans une situation risquée, même s'il y a des profits éventuels à la clé. De plus, les entreprises privées n'accélérent leurs efforts d'investissement qu'à partir de 1955 sur le territoire national, au moment où la puissance publique diminuait ses propres investissements. Ces efforts s'orientaient surtout vers les investissements « légers » alors que les entreprises publiques prédominaient toujours pour ce qui est des investissements « lourds » (transport, énergie, production de métaux, etc.).<sup>47</sup>

Il découlait de la réticence du privé et du type de développement poursuivi qu'une large responsabilité était laissée à l'État. Le type de développement explique beaucoup plus la présence de la puissance publique comme moteur de changement. Or, l'environnement est alors trop hostile pour les investisseurs

---

<sup>47</sup> Jean-Jacques Carré, Paul Dubois et Edmond Malinvaud, *Abrégé de la croissance française*, Paris, Seuil, 1973, p. 168.



privés. Le seuil de rentabilité doit être élevé pour qu'ils s'y aventurent. L'État gère les lobbys pour qu'ils aillent dans une direction souhaitable. Ainsi, en l'état des choses, ce sont les compagnies de commerce qui sont à l'avant-scène. L'État souhaite que les échanges se développent à un niveau supérieur, les sociétés concernées aussi, mais elles ont besoin de l'État qui aidera l'Afrique à se diriger vers cet objectif. Les traces de ce qui motive l'État et les données sur lesquelles il se base seront recherchés dans les chapitres qui suivent.

Ce qu'il faut bien retenir, au terme de ce chapitre, c'est que le processus d'industrialisation, de développement ou de modernisation est mis en branle par le pouvoir politique. Le développement ne s'est pas déroulé selon les lois du marché, au grand dam des libéraux économiques. Le monde des affaires n'incite pas l'État ouvertement à aller dans une direction nouvelle. Le statu quo convient très bien à plusieurs branches. En sens inverse, l'État ne dévoile pas non plus la direction qu'il veut donner aux échanges. Il cherche certes à orienter l'économie et à développer la région. Nous sommes très loin des explications marxistes cherchant à prouver que le capital métropolitain privé moderne, ne trouvant plus d'opportunités d'affaires suffisantes, se soit dirigé par lui-même vers les colonies pour s'étendre et accroître son influence.

Le capitalisme français qui est présent en Afrique est plus ancien et manifestement fonctionnel, quoique menacé par le nationalisme anticolonial. L'État français entend préserver le lien avec l'Outre-Mer en ouvrant le chemin à

un capital moderne plus apte à répondre aux besoins économiques et sociaux. Il prépare l'avènement d'un capital moderne qui sous-tendrait la présence française et lui procure de nouveaux champs d'expansion. Dans l'immédiat, les hauts-fonctionnaires industrialisateurs se heurtent aux hommes d'affaires passifs et frileux face au nationalisme.<sup>48</sup> Ils cherchent d'abord les profits immédiats et cela explique qu'ils ne se soient pas impliqués autant que l'État dans cette aventure de développement accéléré. Après avoir étudié qui dirige, il est indiqué maintenant de rechercher les raisons profondes qui motivent une telle politique.

---

<sup>48</sup> Bonin, *op. cit.*, p. 388.

## **Chapitre 2. Fondements de l'action de l'État**

L'État a tenté de moderniser l'économie des territoires africains. Il faut se demander les raisons de ce choix. Pourquoi l'État décide-t-il de modifier un système fonctionnant bien au plan économique et dont le niveau d'insatisfaction en Métropole était relativement bas? Aucun groupe économique organisé en Métropole ne se plaint de la gestion ou des affaires en Afrique. Dans les milieux d'affaires, aucun ne demande le changement d'une situation perçue comme intolérable. En fait, une réforme des liens risque plutôt de mobiliser plusieurs groupes contre les politiques du gouvernement. Il est nécessaire d'étudier les fondements de l'action de l'État d'après les écrits des administrateurs. Sur quoi appuyaient-ils leurs recommandations et décisions? Certaines tendances se démarqueront sûrement et nous verrons donc les fondements de cette intervention essentielle au développement de l'Afrique. Plusieurs motifs seront présentés ici, d'abord politiques, puis économiques.

### **2.1 La stabilité**

La principale motivation politique est la stabilité. En effet, il semble que l'action de l'État soit justifiée par les conséquences hypothétiques de son absence dans le développement Outre-Mer. Étant donné que l'État est la principale impulsion de l'industrialisation, il n'est pas illusoire de croire que l'absence du public dans le développement entraînerait assurément l'instabilité et, à terme, l'éviction complète de tous les intérêts économiques présents, publics ou privés.

Des révoltes et une agitation que la Métropole ne pourrait contrôler surviendraient alors. Avec la guerre en Algérie et l'atmosphère internationale anticoloniale, il n'était plus possible d'espérer se limiter à écraser les populations. La France maîtrisait avec peine les révoltes au Cameroun; il aurait été impossible d'affronter des révoltes ailleurs simultanément.

Une étude du SEEF confirme ce fait. Quelques jours après les indépendances tunisienne et marocaine, celle-ci précise que l'action de l'État vise à mener les pays de l'Afrique subsaharienne vers l'indépendance économique, même si celle-ci restera limitée. Une politique intensive de développement ne peut mener qu'à cette fin. L'État s'y engage tout de même. Il fallait écarter « l'industrialisation à la petite semaine », sauf en des cas particuliers, puisque « le petit moteur à domicile ne sauvegarde que très provisoirement la stabilité sociale : jusqu'au jour où les élites locales deviennent conscientes du rôle subalterne auquel les voue le renoncement aux formules industrielles modernes. »<sup>49</sup> L'objectif aurait donc été d'y aller d'une véritable industrialisation puisque les élites locales ne pouvaient plus être gardées à l'écart encore très longtemps. Les fonctionnaires du SEEF voient aussi que les élites régionales ne se satisferont bientôt plus de leur rôle secondaire et de leur faible pouvoir économique. Sans guerre en Algérie, sans mouvements d'indépendance partout dans l'Empire, sans le mouvement de décolonisation mondial qui fait le doute chez certains responsables en France, l'accent aurait été mis sur la répression de ces élites suivant une politique réactionnaire.

---

<sup>49</sup> Note du 27 mars 1956, SEEF, CAEF, B52209, p. 12.

Il en va de même aussi un peu plus tard, quelques semaines après l'annonce du statut de République autonome pour le Togo et suite à l'échec des négociations avec le FLN. Un document du SEEF avance alors que l'industrialisation « est un facteur important de stabilité générale, et, par le pouvoir d'achat élevé qu'elle distribue contribue beaucoup plus rapidement que l'agriculture, à développer l'économie de marché... ».<sup>50</sup> Deux raisons sont avancées ici pour développer l'Outre-Mer. D'abord, il faut assurer la stabilité générale, véritable mission des fonctionnaires, mais aussi développer rapidement l'économie de marché. Il s'agit ici d'un plaidoyer en faveur de l'industrie apte à mettre en place l'économie de marché et assurer la paix sociale. Plus le pouvoir d'achat des colonies sera élevé et plus il y aura de stabilité sociale. Industrialiser, c'est écarter l'URSS dont l'action repose sur la misère. On perçoit un soupçon de peur rouge. Une rébellion marxiste était déjà bien implantée au Cameroun. Tout comme les États-Unis devaient l'aider après la guerre, la France devait aider en Afrique. L'instabilité et la misère étaient à éviter. La solution passait par le développement.

Avant de poursuivre, il convient de tenter d'expliquer cette menace à la stabilité. Les masses d'Afrique ne vivent plus, à ce moment, dans l'ignorance. Elles aspirent toutes à de meilleures conditions de vie. Les élites nationalistes s'appuient sur ce désir pour constituer des troupes de mécontents prêts à se battre pour améliorer leur sort. La France s'appuie sur les chefs coutumiers pour asseoir

---

<sup>50</sup> L'Industrialisation Outre-Mer, septembre 1956, SEEF, CHAN, 80 AJ118.

son pouvoir et garder le contrôle. Or, ceux-ci sont justement de plus en plus mis à mal par ces nouvelles élites favorables à l'industrialisation. Les nationalistes poussent les masses à se révolter pour atteindre leurs propres objectifs. Certes, ils sont conscients qu'ils devront eux aussi, s'ils échouent, faire face à cette rancœur qu'ils ont entretenue. Ils croient néanmoins pouvoir l'affronter dès qu'ils auront les leviers en main. Toutefois, Paris en gardera plusieurs, même après les indépendances. En effet, les mises en garde affluent depuis quelques temps déjà. L'État n'est pas demeuré inerte. Sa politique de développement et d'industrialisation répond en partie à cette menace nationaliste et à ce besoin des populations d'Afrique. Face au bouillonnement des nationalistes et à l'explosion démographique, on voudra sauver l'Empire par le développement. Une réduction même très partielle des investissements aurait une conséquence directe sur le maintien des liens.<sup>51</sup>

Cette parenthèse étant fermée, poursuivons sur la stabilité dans l'esprit des fonctionnaires. Si l'État réduit sa participation, les fonctionnaires croient que les intérêts privés quitteront tout simplement la région. Les secteurs public et privé retirant leurs capitaux, un arrêt du progrès du niveau de vie en résulterait. La misère des masses viendrait alors gonfler les rangs des nationalistes. Il s'ensuivrait une tension grave des rapports entre la France et les territoires. Le résultat pourrait entraîner l'éviction des nationaux français ainsi que la nationalisation des entreprises les plus importantes.

---

<sup>51</sup> Note sur la modification de la composition du Conseil de Surveillance de la CCCE, Douzamy, mai 1959, CAEF, B52114, p. 1.

C'est dans cette perspective que les révoltes peuvent être dangereuses : non pas pour les dégâts matériels appréhendés, mais pour les conséquences sur les intérêts économiques. La dimension économique qui se dissimule derrière cette peur des révoltes est l'aspect le plus important. La motivation première de l'État est la stabilité, à laquelle est attribuée des conséquences économiques positives. C'est ce qu'avance Marcel Combier.<sup>52</sup> Bissonnet poursuit dans cette même voie en affirmant que les réductions au niveau des dépenses courantes françaises se traduiraient par des perturbations économiques, particulièrement dans les grandes agglomérations.<sup>53</sup>

Ce raisonnement demande de croire que l'amélioration des conditions d'existence – du niveau de vie – peut éviter l'agitation et les révoltes, assurant ainsi la présence française à plus long terme. Le SEEF croit en ce lien<sup>54</sup>, tout comme le ministère de la France d'Outre-Mer.<sup>55</sup> L'industrialisation forcée pourrait alors éviter la perte des colonies. Les dépenses courantes françaises sont devenues indispensables à la vie quotidienne en Afrique. Pour éviter de perdre le contrôle, il fallait continuer d'investir et de dépenser dans la région. Si ambiguïtés il y avait à la fin de 1959 quant à l'avenir de la Communauté, la tendance est beaucoup plus claire au début de 1960. L'indépendance est plus proche que l'on ne croyait et de Gaulle ne s'y est pas opposé à la fin de 1959. Les

---

<sup>52</sup> Rôle du FIDES..., *op. cit.*, p. 1.

<sup>53</sup> Note du 11 janvier 1960, Bissonnet, Direction des affaires d'Outre-Mer, CAEF, B18952.

<sup>54</sup> Rôle des POM dans le Troisième Plan français, SEEF, CAEF, B52214, p. 1.

<sup>55</sup> Rapport du sous-comité du Marché commun au Comité d'études de l'intégration économique de la Métropole et des pays d'Outre-Mer, 1959, CAEF, PH312/01-001.

conséquences de toute baisse sont connues. La peur n'est plus du tout sur le plan politique, mais bien pour l'économie. Par conséquent, les intérêts économiques sont protégés par les dépenses publiques.

## **2.2 Balance commerciale et zone franc**

La France cherche aussi à atteindre un autre but en développant l'Afrique. Elle veut redresser ses échanges extérieurs et ceux de la zone franc. La balance des paiements de la Métropole est déficitaire à un tel niveau que des mesures extrêmes sont envisagées au milieu des années cinquante. Tous les moyens peuvent être utiles pour atténuer le problème. Mettre à contribution les colonies est donc tout à fait logique dans cette optique. Une économie de monnaies fortes est essentielle si la France veut éviter de puiser davantage dans ses réserves d'or pour payer les achats essentiels à la modernisation économique sur le territoire national. Il est connu que la balance extérieure des pays d'Afrique était déficitaire, surtout vers la zone dollar et la zone sterling. Or, ce sont là deux devises que Paris veut économiser. Comme la zone franc est centralisée dans la capitale, c'est la Banque de France qui doit payer pour ce déficit. Si l'Afrique rétablit sa situation, c'est toute la France qui en bénéficiera, bien que modestement.

Malgré tout, Pierre Moussa indique le 3 décembre 1957 que le maintien des prolongements africains, y compris l'Afrique du Nord, permet une économie de 200 à 250 millions de dollars par an en devises fortes, dont près des 2/3 venant



d'Afrique noire.<sup>56</sup> Il faut comprendre par là que si la France devait s'approvisionner hors de la zone franc, il lui en coûterait de 200 à 250 millions de dollars par an de plus. Moussa veut montrer que l'effort en Algérie et en Afrique n'est pas vain et engendre des résultats. Tout de même, en suivant le calcul approximatif de Moussa, c'est entre 130 et 170 millions de dollars que l'Afrique permet d'économiser en devises fortes. Un auteur contemporain corrobore ces données.<sup>57</sup> Avec le développement, ce total sera augmenté et le manque cruel en devises fortes pour la balance générale des paiements serait atténué d'autant plus. Une note de la DREE de 1957 va aussi en ce sens.<sup>58</sup>

Le rapport de la Commission de l'Économie générale et du financement au CGP poursuit dans cette voie. Celui-ci avance que :

« L'expansion des productions exportables de l'Afrique et la réalisation des grands projets d'industrialisation permettent d'escompter une amélioration notable de la balance des autres pays de la zone franc pour 1961 [fin du troisième plan]. La mise en exploitation de gisements de fer, de phosphates, de manganèse ou de cuivre, la construction de barrages hydroélectriques et d'usines d'alumine, seront une source importante de devises fortes... »<sup>59</sup>

L'un des buts de l'industrialisation est de faire entrer plus de devises fortes dans la zone franc. Ainsi, les colonies pourront compenser pour un manque à gagner de la part de la Métropole. Il ne faut pas oublier que le manque de devises obligea celle-ci à recourir à des mesures drastiques au milieu des années cinquante (appel à l'UEP, par exemple). Le but est clair du point de vue du CGP : industrialiser

<sup>56</sup> Conférence de Pierre Moussa à l'ACADI, 3 décembre 1957, CAEF, PH312/01-001, p. 93.

<sup>57</sup> Édouard Bonnefous, *Les milliards qui s'envolent. L'aide française aux pays sous-développés*, Paris, Fayard, 1963, p. 47.

<sup>58</sup> Direction des relations économiques extérieures, 1957, CAEF, B54998, p. 1.

<sup>59</sup> Rapport de la Commission de l'Économie générale et du financement, 12 février 1958, CHAN, 80AJ120, p. 72.

pour rétablir la balance des paiements générale. Une balance positive face à l'extérieur peut signifier une entrée de devises fortes que Paris pourra utiliser pour sa propre modernisation et ses propres besoins d'industrialisation. Le matériel et la technologie français suffisent aux Africains mais, dans les domaines de pointe, l'appel à la technologie étrangère est nécessaire sur le territoire français.

La pensée, simplifiée, pourrait se résumer aussi par un investissement en francs dans l'espoir de recevoir des devises fortes. La Commission ajoute qu'il serait absurde de renoncer par principe aux investissements qui ne tendaient pas directement à l'amélioration de la situation en devises, mais il convenait de donner une priorité ou une considération toute particulière à ceux qui permettraient d'atteindre cet objectif.<sup>60</sup> Il s'agit d'une stratégie d'industrialisation qui semble faire appel aux « pôles de développement ».<sup>61</sup> Cette politique a toujours été tentante pour les décideurs, mais ne pouvait être suivie à la lettre. Pour que les colonies deviennent un lieu d'expansion du capitalisme moderne, il faut que le niveau de vie de toutes les couches de la population d'Afrique noire s'élève. Cette politique de Pacte colonial rénové est à mi-chemin entre la façon de faire ancienne et un paternalisme pur visant à hausser les niveaux de vie et étouffer les mécontentements.

---

<sup>60</sup> *Idem.*

<sup>61</sup> Stratégie visant à investir à quelques endroits ciblés où les occasions sont les plus faciles et où les profits pourraient être élevés. Ces quelques régions recevraient l'essentiel de l'investissement métropolitain, devenant des moteurs de modernisation à partir desquels le développement se propagerait.

Ce « développement du sous-développement », selon l'expression de Samir Amin, était très logique dans l'esprit de certains fonctionnaires français n'étudiant les choses que du côté économique et comptable. Les Grands Projets (tournés vers l'extérieur) étaient très importants pour eux et nous verrons dans la seconde partie pourquoi il en était ainsi. Brièvement, ils y discernaient une source possible et importante de devises – dont fortes – pouvant financer d'autres projets locaux. Ce type d'arguments sert à convaincre concrètement de l'utilité de la modernisation de l'Afrique. Reste à savoir si cette opinion était une cause profonde des changements politiques issus de la loi-cadre ou s'il s'agissait d'une constatation des conséquences possibles du développement.

Toujours d'un point de vue économique, un autre motif d'investissement par l'État en Afrique concerne l'importance générale de la zone franc. La Commission de l'Énergie au III<sup>e</sup> Plan explique en quoi cette dernière est indispensable. Cette importance réside, pour la France, dans la recherche de l'équilibre énergétique de la Métropole. Or, pour la Commission, « la France ne peut espérer conserver la consistance de la zone franc qu'en développant les échanges commerciaux et en élevant le niveau de vie des peuples d'Outre-Mer... »<sup>62</sup> Du seul argument de l'énergie, l'importance de la consistance de la zone franc justifie l'intervention économique massive pour l'élévation du niveau de vie des populations d'Outre-Mer. L'approvisionnement, en francs, à long terme et dans la stabilité est le but ultime.

---

<sup>62</sup> Rapport de la Commission de l'Énergie, mars 1957, CAC, 771399-22, p. 16.

L'équilibre énergétique de la France passe alors par l'Afrique au sens large. En maintenant celle-ci dans la zone franc, Paris s'assure que ces sources de pétrole lui resteront accessibles. L'industrialisation n'est qu'un moyen d'y parvenir. Il ne fait pas de doute que l'intervention reposait sur une multitude de causes. L'énergie est si importante que, pour quelques régions stratégiques<sup>63</sup>, la Commission propose d'investir partout pour élever le niveau de vie et garder le contrôle. Il est clair que la consistance de la zone franc est en jeu. Le système en entier doit être sauvegardé sinon il se lézardera peu à peu. Si quelques parties s'éloignent ou si seulement quelques régions reçoivent des investissements pour les maintenir sous influence, alors on craint que tout le système ne s'écroule. D'où l'importance d'investir partout pour maintenir la zone. Cette stratégie semble un réel motif d'implication et non pas une conséquence attendue d'un possible développement – comme cela paraît être le cas pour les devises au sein de la zone franc.

### **2.3 Autres motifs économiques**

Les intérêts économiques sont protégés par les dépenses publiques. Cette conception est illustrée par le commissaire au Plan, Étienne Hirsch. Il l'affirme dans un exposé devant un groupe d'industriels :

« L'industrialisation permet en outre une diversification des structures économiques et c'est pourquoi il faut la considérer comme un important facteur de stabilité générale. Par conséquent, avec les précautions

---

<sup>63</sup> Les recherches au Gabon et les réserves connues du Nigéria laissent espérer la découverte d'autres sources dans la région.

indispensables, l'industrialisation est une nécessité incontestable dans les territoires sous-développés. »<sup>64</sup>

Hirsch partage donc l'avis selon lequel l'industrialisation permet de sauvegarder la stabilité. Cette obsession est importante puisqu'elle justifie très bien, dans une période où elle est remise en question en plusieurs endroits de l'Empire, des investissements très importants. Il capte l'attention de son public grâce aux menaces de révoltes. Dans le même souffle, Hirsch prêche pour une diversification des structures économiques. En diversifiant, on pourra augmenter la présence de l'État. Le CGP n'a jamais été prophète d'un développement purement industriel, indifférent au progrès de l'agriculture. Hirsch est conscient que la menace sociale peut engendrer des désordres. Pour lui, il faut industrialiser pour assurer la stabilité à long terme.

L'État a parfaitement conscience que les seuls investissements privés ne peuvent pas assurer la présence française pour le futur. Paris poursuit l'objectif de développer ses colonies et parer à un manque d'investissements du secteur privé. Afin de maintenir la supériorité française, il faut investir massivement, compte tenu que de tels investissements n'étaient pas à l'honneur sous l'ancien Pacte colonial. Une note sur le rôle du FIDES indique que la question posée est de savoir si, par le moyen de ces seuls investissements privés, qui ne constituent qu'une fraction limitée de l'action de développement, la Métropole serait susceptible de s'assurer de façon durable, dans les Territoires d'Outre-mer, une prééminence politique, économique et culturelle. La réponse qui vient ensuite est catégorique : non, tout au moins en l'état de développement qui prévaut dans les

---

<sup>64</sup> Exposé d'Étienne Hirsch, CHAN, 80 AJ119, p. 11.

TOM.<sup>65</sup> L'État participe donc au développement et à la modernisation de ses liens avec l'Afrique pour mieux assurer sa présence et celle du capital privé.

Cette même note ne s'arrête pas là. Elle indique encore plus clairement pourquoi il importe de diversifier les économies coloniales et les éloigner du Pacte colonial. Il apparaît clair que « des exemples nombreux et récents » démontrent qu'il est logique et inévitable qu'un pays sous-développé retirant l'essentiel de ses ressources d'un produit ou d'un axe de communication, amène le colonisateur à négliger les investissements de base dans les autres domaines. La situation qui en résulte est dangereuse. Il survient un déséquilibre qui incite ce pays à « s'emparer de l'exploitation en question par la nationalisation » au moment de l'émancipation. La puissance est alors évincée.<sup>66</sup> Il est bien indiqué que cette avenue s'applique pour les pays n'ayant eu droit qu'à un développement superficiel et l'on peut croire qu'un effort de la Métropole en faveur d'un développement général est lié à une stratégie visant à assurer la pérennité de la présence française dans ses possessions. Éviter un tel dénouement paraît possible. La France a le temps de corriger le tir. Paris cherche à diversifier les interventions économiques pour éviter la tentation de faire disparaître d'un seul coup la présence économique.

De tels développements pourraient nous amener à croire que la France a préparé une politique néo-colonialiste (ou « pré-néo-colonialiste »). Moussa

---

<sup>65</sup> Note sur le FIDES et l'évolution des territoires d'Outre-Mer, 11 février 1958, CAEF, PH312/01-001, p. 4.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 5.

indique même que « l'expérience prouve que le développement économique s'accompagne d'une modification de la nature des besoins d'importation, non de leur diminution [...] À une demande de biens de consommation se substitue, pour partie, une demande de biens d'équipement, soutenue par l'évolution des techniques. »<sup>67</sup> La France aurait investi pour changer la nature de ses liens avec l'Afrique. Les fonctionnaires voient qu'un changement dans les liens est nécessaire et bénéfique. Ces relations plus « modernes » seraient-elles synonymes de néo-colonialisme? Une telle assertion impliquerait que le néo-colonialisme n'était pas une conséquence d'une suite d'événements sur le court terme, mais bien une politique pensée et réfléchie sur le long terme depuis 1945. Une redéfinition des liens et un désir d'assurer la présence future ressemblent beaucoup à la préparation (ou à la définition) du néo-colonialisme. Peut-être en est-il ainsi pour les nationalistes africains, mais en France, il ne s'agit que d'une façon différente et meilleure d'accumuler les bénéfices.

Le néo-colonialisme n'est certainement pas apparu en 1960. De là à conclure que la France poursuivait une politique en ce sens, il y a un grand pas à franchir. Il est évident que la France a bien pensé à la question ainsi qu'aux résultats possibles du développement. Le néo-colonialisme était posé par le fonctionnaire. Or, rien ne nous porte à croire que la Métropole adopta sa politique de développement en fonction de ces conséquences ou de ce genre d'objectifs précis. La France voulait sauver ce qui pouvait l'être et faisait tout en son pouvoir pour ne pas trop perdre. Le gouvernement prit, par conséquent, le temps de bien

---

<sup>67</sup> Note de Pierre Moussa, CAEF, PH312/01-002.

saisir les tenants et aboutissants de sa politique; les relations commerciales et économiques pouvant en résulter ont été étudiées. Celles-ci seront sommairement présentées dans la seconde partie. Il convient de rappeler qu'il ne nous est pas permis pour le moment de croire que la France adopta une politique de développement en fonction des effets possibles sur la nature de ses liens avec l'Afrique. Il fallait tenter de rester, autant que possible comme avant. Le néo-colonialisme ne sera qu'un pis-aller, accepté faute d'avoir pu conserver le statu quo et un recul tactique imposé par les événements externes et internes.

Il est aussi possible de voir en ce désir de développer ou moderniser l'Afrique une intention de la garder sous d'autres formes : « renforcer les liens économiques qui unissent la France et les pays de la zone franc, tout en conservant assez de souplesse pour s'adapter à l'évolution politique des divers pays... »<sup>68</sup> Pourrions-nous voir une manœuvre du gouvernement pour renforcer les liens face à une évolution politique en cours? La France conserve ainsi sa présence et ses intérêts économiques dans la région en sacrifiant une position politique de plus en plus intenable. Elle promeut le développement pour renforcer les liens afin d'éviter qu'ils ne se rompent avec l'évolution politique probable – peu importe dans quelle direction celle-ci ira. Malgré tous ses avantages, la présence politique directe comporte de plus en plus d'inconvénients. Le but est donc d'assurer la présence et récolter de meilleures affaires. L'État cherche à atténuer les peurs du secteur privé puisque, à long terme, c'est lui qui est plus à

---

<sup>68</sup> III<sup>e</sup> Plan de modernisation et d'équipement, 26 janvier 1959, CHAN, 80 AJ95, p.73.



même de sauvegarder la présence française. Cet objectif est présent derrière la simple peur pour la stabilité.

Dans un autre ordre d'idées, la France s'implique afin que les Africains participent un peu plus aux affaires de leur région dans l'espoir d'atténuer les tensions. S'ils sont plus nombreux à devoir leur statut économique à la présence de la France, s'ils apprécient l'aide de la France, ils seront beaucoup moins tentés de couper les ponts, peu importe le développement politique. C'est là une politique paternaliste et le III<sup>e</sup> Plan prend cette direction.<sup>69</sup> Il prône une décentralisation pour accélérer le développement. Il s'agissait sûrement de calmer les ardeurs des élites africaines et de se donner une bonne image.

La progression de l'évolution politique est aussi bien présente dans les esprits. Ainsi, l'intervention dans la vie de ces pays est vouée à s'accentuer et se modifier pour s'adapter à tout changement politique. La France, impliquée à plusieurs niveaux économiques, serait ainsi plus difficile à écarter advenant une évolution brusque. Bref, passer outre le développement politique par l'économie. Les changements politiques ne doivent pas affecter les relations économiques et le meilleur moyen d'y parvenir est de développer au plus vite les relations économiques.

Gaston Defferre, le ministre de la France d'Outre-mer en 1956, indique devant la Commission des TOM à l'Assemblée nationale :

---

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 18.

« Si dans le domaine économique on ne fait rien, si le niveau de vie dans les territoires d'outre-mer n'est pas élevé, si la situation matérielle et morale des habitants des territoires d'outre-mer n'est pas satisfaisante, si les Européens qui vivent là-bas et qui sont également représentés ici ne sont pas non plus satisfaits [...] Non seulement le mécontentement existera, ce qui est grave, mais nous risquons de compromettre l'avenir même des territoires. »<sup>70</sup>

Il s'agit ici d'une allocution devant la Commission où siègent des élus d'Outre-mer et alors que le ministre veut faire adopter au plus vite le projet de loi-cadre. Le sentiment d'urgence que tous les membres de la Commission ressentent, amena l'adoption du projet. Malgré tout, les relations, présentées par le ministre, entre l'économie et le politique sont bien illustrées ici. En effet, il est clair pour lui que l'élévation du niveau de vie (qui passe par l'industrialisation) est la condition sine qua non à la présence française. Il y a plus que des révoltes au bout du chemin si l'on suit le raisonnement du ministre et c'est ce qui motive les actions du gouvernement et des élus dans l'adoption de la loi-cadre de juin 1956. Il s'agit aussi d'une vision paternaliste. La France est responsable de l'avenir des TOM. Elle se doit de mener à bien son action. Il aurait été surprenant de voir un ministre adopter une autre position.

Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères poursuit dans la même voie le 31 janvier 1958 devant cette Commission. Il y déclare que la France ne peut plus tout faire seule et qu'il faut accélérer les investissements pour « éviter que ce précipitent des phénomènes plus ou moins politiques qui seraient le résultat d'un

---

<sup>70</sup> Commission des TOM, Assemblée nationale, Séance du 2 mars 1956, Allocution du Ministre, CHAN, C15767, p. 20.

retard économique. »<sup>71</sup> Le ministre Faure plaide ici devant la Commission suite à la présentation du Mémorandum français sur le Marché commun où une condition pour l'entrée de la France était l'association des TOM et la création d'un fonds commun européen pour l'équipement. L'action de son ministère à cette époque vise à montrer aux Européens qu'ils doivent aussi s'impliquer financièrement. Faure avance que la prospérité est nécessaire pour éviter des retards. Un retard économique engendrera des troubles politiques. Pire encore, ces « phénomènes » se précipiteront, d'où l'urgence d'agir. Pour éviter les troubles, toujours néfastes aux bonnes affaires et à l'image de la France qui ne pourrait pas, de toute façon, se permettre une autre Algérie, il faut éliminer le retard économique.

Finalement, un facteur intéressant avancé par les fonctionnaires concerne le développement futur de l'Afrique. La France veut que l'industrialisation et les échanges de ces pays se réalisent par et vers la Métropole. Les Africains seraient alors « conditionnés » à acheter du matériel français pour leur industrialisation et l'entretien de leur parc industriel. C'est l'opinion du Groupe de l'équilibre au CGP<sup>72</sup>, mais ce sentiment est le plus clairement présenté par le ministre de l'Industrie, Jeanneney.

« La question des importations de matériels étrangers par les États de la Communauté me paraît importante, car la solidité, dans l'avenir, de la Communauté franco-africaine me semble, en particulier conditionnée par une participation importante de la Métropole à l'équipement des pays africains adhérents.

Il ne s'agit pas de maintenir aux industries françaises productrices de biens d'équipement un débouché africain pourtant fort utile à leur progrès

<sup>71</sup> Commission des TOM, Assemblée nationale, Séance du 31 janvier 1958, Allocution du secrétaire d'État, CHAN, C15767, p. 82.

<sup>72</sup> Rapport du Groupe de l'équilibre, *op cit.*, p. 125.

technique et à l'accroissement de leur potentiel. Il s'agit plus encore, peut-être, d'éviter que les États de la Communauté, s'étant constitué sans nécessité réelle, un parc important de matériels étrangers, soient, ensuite, inéluctablement orientés, pour le renouvellement, l'extension et l'entretien de ce parc vers les pays étrangers dont il est originaire; dans une telle hypothèse, l'unité de la zone franc –et de la Communauté franco-africaine– s'effriterait au fur et à mesure que se développerait l'industrialisation des pays encore peu développés qui y ont adhéré. »<sup>73</sup>

Cette partie de lettre renferme plusieurs points à relever. Il est d'abord indiqué que l'avenir de la Communauté repose sur les dépenses de la Métropole. En effet, Jeanneney relate une solidité basée sur l'équipement. Sans équipement des pays africains, il est possible de se demander ce qui fixerait les États-membres dans la Communauté. Par conséquent, il montre que le besoin économique retient les États dans la structure politique. Pour la France, inversement, c'est le désir de garder les États de la région dans la mouvance française qui explique le mieux l'industrialisation. Par ailleurs, il faut éviter que les États se constituent « sans nécessité réelle » un parc industriel acquis de l'étranger. Le besoin d'industrialisation est politique et social. La France ne veut pas aider ou procurer aux territoires africains des biens d'équipements que la situation économique ne nécessite pas. Par contre, pour éviter que ce soit d'autres pays qui occupent l'espace, la Métropole se doit d'intervenir. L'absence de désir de s'impliquer des investisseurs privés peut s'expliquer ainsi.

L'approvisionnement en matériaux étrangers engendrerait à coup sûr une perte définitive de la région. L'influence s'estomperait à brève échéance. C'est justement par l'économie que la France compte demeurer dans la région.

---

<sup>73</sup> Lettre du 12 décembre 1959 de Jeanneney au cabinet du ministre des Finances et des Affaires économiques, CAEF, B18952.

Jeanneney prône l'industrialisation par l'État français pour que ce ne soit pas d'autres pays ou sociétés qui prennent la place. Équiper pour assurer une présence à long terme et une dépendance certaine face à la France. Nous sommes bien ici face à un décideur réfléchissant à froid sur les conséquences possibles d'un retrait du financement, d'un arrêt de l'industrialisation ou de développement.

Aussi, Jeanneney indique que le débouché africain pourrait être fort utile pour le progrès technique des industries productrices de biens d'équipement. Il aurait été surprenant que le ministre propose qu'il s'agissait d'une raison importante, mais il avance tout de même l'importance que pourrait avoir l'Afrique pour le développement de telles industries. Jeanneney, par ces quelques mots, montre que cet argument se défend et est bien présent pour expliquer la présence et les dépenses françaises en Afrique.

Revenons, avant de clore ce chapitre, sur ce qui semble le plus significatif. La stabilité est sans nul doute ce qui motive prioritairement les fonctionnaires. Pour la plupart d'entre eux, cette menace est au cœur des raisonnements. Nous pouvons résumer cette pensée. Les troubles viendront s'il n'y a pas d'élévation du niveau de vie. Cette hausse est plus facile à atteindre par une politique d'industrialisation ou de développement, bref en réaménageant les liens existants. D'autres fonctionnaires avancent des idées beaucoup plus liées aux considérations économiques pour assurer la présence économique, la consistance de la zone franc, la présence de matériaux français ou le rétablissement de la balance des

paiements. Ces facteurs ne sont pas négligeables et ont certainement joué un rôle, mais dans l'immédiat, c'était la stabilité qui importait. Ces autres facteurs expliquent en quoi celle-ci était nécessaire.

## Chapitre 3. L'autonomie et l'indépendance

Plusieurs historiens se sont penchées sur le déroulement des événements vers les indépendances en Afrique.<sup>74</sup> Certains ont vu une évolution linéaire de la loi-cadre jusqu'aux indépendances de façon tout à fait logique. D'autres ont montré que l'évocation même de l'indépendance est survenue tardivement. Ainsi, il est intéressant de voir quand et comment les dirigeants économiques de l'État traitaient ce possible dénouement. Comment cette variable entrait-elle dans les calculs? Sous quelle forme? Amenait-elle l'État à adopter une certaine position? Sans proposer que les fonctionnaires savaient ou pressentaient que la fin était pour l'année 1960, il convient de faire la lumière sur leurs relations avec l'indépendance et sur son importance à leurs yeux. L'évolution politique et le maintien des relations économiques dominent la période 1956-1960.

### 3.1 Évolution politique

En 1956, les avis étaient déjà partagés quant à l'avenir des TOM d'Afrique. Certains extrapolent les événements des autres régions et ne peuvent voir que l'indépendance à terme. D'autres, au contraire, croient que l'évolution peut être contrôlée et ordonnée.<sup>75</sup> Moussa, prudent, doit ainsi évaluer les risques liés à l'évolution politique, sachant que toute situation délicate peut dérapier. L'indépendance n'est pas encore une option concrète pour les prochaines années,

---

<sup>74</sup> Voir, entre autres, Charles-Robert Ageron, *La décolonisation française*, Paris, Armand Colin, 1991; Raymond F. Betts, *France and decolonisation, 1900-1960*, New York, St. Martin's Press, 1991; Guy Pervillé, *De l'Empire français à la décolonisation*, Paris, Hachette, 1991.

<sup>75</sup> Note au ministre sur les implications économiques de l'évolution des TOM, *op. cit.*, p. 1.

mais Paris se prépare déjà à cette éventualité. C'est ainsi que, « en vue non point seulement d'une rupture actuellement fort improbable mais simplement d'une évolution des liens dans un sens fédéral »<sup>76</sup>, il fallait modifier les actions de la France pour s'adapter d'autant mieux aux issues possibles.

La France s'est déjà engagée dans la voie de l'évolution politique graduelle. Auprès de la Commission Assistance technique, un groupe de travail dirigé par Roland Pré insiste sur la nécessité de modifier les procédures d'intervention dans la vie des POM. Pour lui, l'administration directe est vouée à disparaître et l'application de la loi-cadre devait constituer pour les TOM une étape cruciale de cette évolution.<sup>77</sup> Ainsi, le fonctionnaire demeure vague. Une étape cruciale peut n'être que transitoire (un point tournant), tout comme elle pourrait être un aboutissement (une fin en soi). Le but était de prévoir de nouvelles modalités d'intervention apolitiques et essentiellement techniques, dans les structures comme dans les méthodes.<sup>78</sup> Ainsi, même si l'indépendance n'est peut-être pas officiellement à l'ordre du jour, les fonctionnaires doivent s'y préparer et modifier l'action de la France pour conserver l'influence dans la région par d'autres moyens.

La France se sait dans une impasse en Afrique. L'indépendance ne peut être évitée et ce sentiment se répand parmi les fonctionnaires de façon

---

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>77</sup> PV réunion du groupe de travail « Assistance technique », 10 octobre 1956, CHAN, 80 AJ118, p. 2.

<sup>78</sup> *Idem.*



exponentielle. En réduisant ses investissements, l'État provoquerait des révoltes qu'il ne pourrait bientôt plus contrôler. En augmentant ses investissements, Paris éviterait les soulèvements même si, à long terme, il poursuit une politique qui accorderait plus d'indépendance à l'Outre-Mer. La France espère repousser la date de l'indépendance pour mieux se positionner. Marcel Combier va dans ce sens lorsqu'il affirme qu'il « existe un rapport constant entre les investissements publics métropolitains et les investissements totaux. Il existe également un rapport constant entre les investissements et l'accroissement du revenu territorial. L'évolution politique des territoires dépend étroitement du taux d'accroissement de ce revenu. »<sup>79</sup>

Le rapport constant entre investissements publics et investissements totaux montre que l'État est le principal facteur de hausse ou baisse des investissements pour les fonctionnaires. L'État en augmentant ou diminuant sa présence a un impact direct sur les investissements totaux puisque le privé ne vient pas prendre le relais, mais s'ajuste plutôt au mouvement de celui-ci. Cela explique le rapport constant entre investissements publics et investissements totaux. En effet, il est ici affirmé qu'une baisse des investissements de l'État engendrerait une baisse des investissements privés. Le rapport constant entre investissements et revenus signifie qu'une baisse des investissements se traduira par une baisse des revenus territoriaux, donc de la capacité de payer et de consommer des États et des populations de la région.

---

<sup>79</sup> Rôle du FIDES..., *op cit.*, p. 1.

En 1956, plusieurs fonctionnaires ne croient pas que l'émancipation et l'indépendance sont imminentes. En fait, il est même indiqué dans une note que le désir d'émancipation ne devrait pas se manifester avant plusieurs années.<sup>80</sup> Toutefois, dès octobre 1956 les avis changent. La commission Roland Pré sur le rôle des pays d'Outre-Mer dans le III<sup>e</sup> Plan écarte l'option de l'Eurafrrique puisque les liens existant alors entre la Métropole et les POM ne pourraient pas « être imposés longtemps encore ».<sup>81</sup> On peut en déduire que la France sait très bien que les liens qui l'unissaient alors avec l'Afrique évolueraient. À tout le moins, si les liens ne peuvent pas être imposés, ils doivent être acceptés par les populations locales. Ce sera aussi l'objectif de de Gaulle au moment du référendum de 1958 : faire admettre la subordination politique.

Le document opte ainsi pour une communauté consentie et, en ce sens, la reconnaissance de l'indépendance pour les ensembles nationaux de cohérence suffisante (Algérie, Tunisie, Maroc, Cameroun, Togo, Madagascar) en était une condition préalable.<sup>82</sup> La majorité des peuples d'Afrique noire ne sont pas indiqués ici, mais le document montre bien qu'il y aura évolution vers l'indépendance. L'autonomie pour le Cameroun et le Togo, par exemple, ne peut avoir que des effets d'entraînement sur les autres colonies adjacentes. Il est bien posé ici le problème de l'indépendance qui viendra à échéance, quoiqu'elle soit encore lointaine.

---

<sup>80</sup> Note pour la préparation du III<sup>e</sup> Plan, 1956, SEEF, CAEF, B52214.

<sup>81</sup> Rôle des pays d'Outre-Mer dans le Troisième Plan français, octobre 1956, SEEF, CAEF, B52214, p. 10.

<sup>82</sup> *Idem.*

Pierre Moussa indique, pour sa part, que « les conséquences psychologiques et politiques de la loi-cadre sont de nature à nous rassurer dans une large mesure sur l'avenir de ces pays africains. »<sup>83</sup> Ainsi, il ne voyait pas une évolution bien rapide ou radicale qui compromettrait les relations entre la France et l'Afrique. Le sentiment d'urgence, atténué quelque peu par la loi-cadre, reviendra quelques temps plus tard. L'indépendance sera alors de plus en plus ressentie comme prochaine.

Dès 1955 ou avant (avec le projet Teitgen, par exemple), les fonctionnaires ont accepté l'évolution politique afin qu'elle se fasse de façon pacifique. Elle ne signifiait pas l'indépendance et devait permettre de sauvegarder les acquis économiques. Il valait mieux une évolution lente et contrôlée que brusque et anarchique. Les modifications futures des institutions politiques sont beaucoup moins appréhendées que les perturbations résultant de révoltes. Il importait que ces changements politiques ne compromettent pas les liens économiques. La note *Contribution publique française au développement des États de la Communauté* de novembre 1959 indique : « Pour les prochaines années, on peut admettre que les mécanismes institutionnels qui président aux relations économiques entre les pays ayant volontairement adhéré à la Communauté (monnaie à base commune, liberté des transferts de fonds et de marchandises, mise en commun des devises étrangères, etc.) ne seront pas

---

<sup>83</sup> Lettre du 22 mai 1957, Pierre Moussa, CAEF, PH312/01-002, p. 1.

sensiblement perturbés, même si les institutions politiques se modifient. »<sup>84</sup> Une note du SEEF corrobore ce point de vue.<sup>85</sup> Étant donné que l'évolution politique ira dans un sens peu favorable à la France, il faut dès lors se concentrer sur la relation économique. Le changement du statut politique oblige à mettre l'accent sur le renforcement des rapports économiques.

Dès 1956, plusieurs fonctionnaires savent que l'indépendance viendrait pour la plupart des POM, étant donné le rapport des forces en présence. Les nationalistes des colonies ne pouvaient pas être tenus en échec très longtemps. L'indépendance politique est le minimum envisagé à cette époque par le SEEF dans une note pour la préparation du III<sup>e</sup> Plan : « Les forces centrifuges sont trop fortes pour qu'il soit possible d'imposer longtemps encore les liens existant actuellement entre la Métropole et les P.O.M. [...] Si l'on reconnaît en effet que les formules d'intégration sont complètement utopiques et qu'une politique « impériale » serait ruineuse et néfaste, il est naturel de songer à une solution fédérale ou à l'expérience du Commonwealth. »<sup>86</sup> L'indépendance n'est pas directement identifiée. Adopter une solution fédérale ou le Commonwealth implique cependant l'indépendance politique pour les partenaires de la France.

---

<sup>84</sup> Contribution publique française au développement des États de la Communauté, novembre 1959, CAEF, H1999, p. 12.

<sup>85</sup> Étude du 6 janvier 1960, SEEF, CAEF, B52239, p. 1.

<sup>86</sup> Les grandes options politiques, SEEF, CAEF, B52214, p. 12.

### 3.2 Sauvegarde des liens malgré l'indépendance

L'accent était déjà posé sur les relations économiques. Ce sont elles qui devaient être renforcées. Il eut été difficile de prôner, suite à la loi-cadre, un affermissement des liens politiques. Une note utilisée par le CGP dans la préparation du Plan indique que « ...l'ensemble du Plan devra tendre à renforcer et à affirmer la communauté d'intérêts économiques entre la Métropole et les Territoires d'Outre-mer. »<sup>87</sup> Certes, le Plan ne s'intéresse, en général, qu'aux questions économiques, mais il indique la direction que veut prendre la « société » française. À cette époque, le Plan n'est pas un programme purement politique lié aux élaborations et aux vues du ou des partis au pouvoir. L'indépendance politique n'est pas mentionnée dans cet extrait. Toutefois, l'objectif du Plan est de renforcer les liens économiques. Il n'est pas fait allusion ici à la politique, comme si cet aspect ne pouvait pas être prévisible. Éviter ou retarder les avancées politiques le plus possible, mais sans jamais compromettre les intérêts économiques entre la Métropole et les TOM qui sont au cœur du Plan, tel est l'objectif. L'indépendance peut et doit être alors combattue par des moyens économiques. Il existe des risques liés à l'indépendance et le but est d'en éliminer le plus grand nombre.

Ces périls, surtout d'ordre économique, sont dûs à l'action de l'État : les nationalisations ou les entraves aux intérêts étrangers. Pour le moment, la France peut décider souverainement des règles du jeu. En septembre 1959, alors que

---

<sup>87</sup> Note préliminaire, 27 juin 1956, SEEF, CHAN, 80 AJ117, p. 7.

l'indépendance est acceptée quasi officiellement, la Direction du Trésor envoie au Cabinet du secrétaire d'État une note dans laquelle il est dit que l'extension aux autres pays de la zone franc des garanties d'investissements dont bénéficiait l'Algérie ne paraît pas souhaitable. Essentiellement, la Direction du Trésor juge qu'en Algérie « la garantie des investissements est liée à l'existence d'un risque politique propre à ce pays... »<sup>88</sup> La Direction ne voit pas de risques politiques pouvant nécessiter pour l'Afrique des garanties d'investissements. Le ministère ne souhaite pas une extension afin d'éviter que les situations en Afrique du Nord et en Afrique noire ne soient associées. Point de risques politiques signifie que les sociétés privées peuvent sans danger investir en AOF ou en AEF. Une guerre se déroule en Algérie et les nationalistes indépendantistes sont au pouvoir partout dans les TOM d'Afrique. La Direction du Trésor ne veut pas lier l'État par des garanties difficiles à maintenir dans un contexte de mouvements indépendantistes militants en Afrique. L'Algérie n'est pas officiellement sur la voie de l'indépendance à court terme. Les « événements » s'y déroulant sont réputés bien contrôlés par l'armée. La bataille peut être gagnée. La situation en Afrique est tout autre.

Les dirigeants savent que l'indépendance est une réelle possibilité. De Gaulle ne l'a pas écartée à l'automne 1959 en admettant l'autodétermination pour l'Algérie. Cette éventualité ne peut pas être laissée de côté. Il n'existe aucun risque politique plus grand que l'indépendance. L'État garantit les

---

<sup>88</sup> Note sur la garantie des investissements dans les États d'Outre-mer et de la Communauté, Direction du Trésor, CAEF, B18951, 24 septembre 1956, p. 4.

investissements en Algérie parce qu'il le doit. Tel n'est pas le cas en Afrique subsaharienne. Constitutionnellement, cette tâche relève dorénavant des États de la Communauté. La réunion du 12 octobre 1959 du comité-directeur du FAC<sup>89</sup> éclaire un peu la question de l'indépendance. Le président de cette rencontre indique que, sur le plan politique, le Cameroun et le Togo sont deux États en voie d'accession à l'indépendance.

En revanche, l'indépendance ne signifie pas la rupture et le Gouvernement français entend maintenir des relations économiques et monétaires aussi étroites que possibles avec ses anciens territoires sous tutelle.<sup>90</sup> Le FAC ne peut pas admettre l'indépendance pour d'autres États de la Communauté. Il n'est pas dit que non officiellement elle ne soit pas acceptée. L'indépendance du Cameroun viendra finalement le 1<sup>er</sup> janvier 1960. Elle est donc une possibilité acceptée pour ces deux nations. Il n'est pas question d'indépendance prochaine pour les autres pays de la région et elle est hors de la planification à court et peut-être moyen terme pour ces États. En fait, les fonctionnaires ne peuvent pas cautionner publiquement cette option.

Il est intéressant aussi de noter la faible signification attribuée à l'indépendance politique. Cette dernière n'entraîne pas la rupture dans leur esprit.<sup>91</sup> Le gouvernement cherche à s'imposer d'un point de vue économique et

---

<sup>89</sup> Fonds d'aide et de coopération, successeur du FIDES, Fonds d'investissement et de développement économique et social.

<sup>90</sup> PV réunion du Comité directeur du FAC, 12 octobre 1959, CAEF, 5D131, p. 6.

<sup>91</sup> *Idem*.

monétaire aussi étroitement qu'il est admissible, autant sinon plus qu'avant. Cela peut se résumer à une politique du moindre mal dans un contexte que la France contrôle peu et de moins en moins. Jamais les fonctionnaires n'émettent l'hypothèse d'une rupture des liens économiques. Même dans le cas de la Guinée<sup>92</sup>, la France demeure très présente sur le plan économique. Les fonctionnaires prévoient souvent que d'autres moyens seraient mis en place pour continuer d'imposer une certaine façon de faire. Ainsi, la France subordonne son aide à des conventions bilatérales où elle peut poser ses conditions. La possibilité d'imposer autoritairement telle ou telle mesure n'existe pratiquement plus, mais Paris doit veiller à garder la possibilité d'imposer contractuellement ces mesures.<sup>93</sup> L'indépendance politique doit être circonscrite.

Les liens de dépendance directs étaient donc utiles, mais les fonctionnaires devaient prévoir d'autres mécanismes pour garantir les relations. Ils pensent à d'autres moyens de maintenir la subordination dès que l'indépendance est considérée comme inévitable. Aucune date précise ne peut être avancée avec certitude. Des signes apparaissent dès 1956 lorsque l'on commence à évoquer l'indépendance, mais ce ne sont que des spéculations sur l'avenir lointain. Elle viendrait certes, dans vingt ans peut-être, une éternité sur le plan politique. Ce n'est que plus tard qu'elle deviendra prévisible à plus courte échéance et très vite ensuite, elle devient acquise et acceptée. Le développement servirait alors à

---

<sup>92</sup> La Guinée a voté « non » au référendum de 1958. De ce fait, de Gaulle coupe les liens avec ce pays.

<sup>93</sup> Note sur l'aide à l'investissement dans les Etats et Territoires d'Outre-Mer, 3 février 1959, Pierre Moussa, CAEF, PH312/01-001, p. 3.



maintenir le plus fermement possible la dépendance. Bref, allait-on jusqu'à penser à une forme « néo-coloniale » de contrôle? Les fonctionnaires composent avec l'indépendance parce qu'ils n'ont pas le choix, mais ils entrevoient très tôt qu'elle viendrait.<sup>94</sup>

Ils montrent aussi leur préférence lorsque vient le moment formel des indépendances. Alors qu'ils étudient le développement possible des relations, ils croient que l'indépendance ne peut changer l'état des liens que très légèrement. En fait, les fonctionnaires présument que seuls les pays voulant sacrifier leurs intérêts économiques pourraient s'éloigner de la France. C'est le cas d'une étude relative à l'indépendance du Mali.<sup>95</sup> Le SEEF avance aussi que :

« Il apparaît donc raisonnable d'admettre que de larges échanges s'établiront entre la France et les pays africains, que ce soit dans le cadre actuel de la zone franc ou sur la base de contrats à long terme. Cet élargissement, qui n'exclurait pas une ouverture plus grande de ces pays sur les marchés étrangers, se traduirait, notamment, par un développement des exportations françaises centrées sur les biens d'équipement –les approvisionnement en produits consommables, et notamment en produits textiles, devant être assurés à titre principal par les productions qui seraient à développer localement. »<sup>96</sup>

L'indépendance proche ne semble pas devoir amener de perturbations économiques. Les échanges pourront s'orienter sur des produits plus importants. Il est même avancé que les produits textiles et de consommation utilisés sur place devront d'abord provenir de ces régions.

---

<sup>94</sup> Il s'agit d'une conclusion, par exemple, de la commission Roland Pré sur le rôle des pays d'Outre-Mer dans le Troisième Plan français, CAEF, B52214, p. 16.

<sup>95</sup> Note du 8 janvier 1960, SEEF, CAEF, B52239, p.1. La fédération du Mali est composée du Sénégal et du Soudan à cette époque.

<sup>96</sup> Perspectives de l'Économie française pour 1965, fév. 1960, SEEF, CAC, 80 AJ166, p. 26 et 27.

L'aide économique devait être un bon moyen de passer outre l'indépendance politique une fois qu'elle serait accordée. Cependant, cette arme nécessite quelque peu de préparation et ne peut pas être improvisée. Son utilisation doit être ciblée. Il est possible d'y trouver aussi plusieurs avantages que ne procure pas la présence directe. L'indépendance étant une possibilité, il convient de s'y préparer. Bloch-Lainé identifie très bien ces points et les méthodes d'intervention possibles d'utilisation pour la France :

« L'aide économique est l'arme la plus puissante, sinon la seule, dont la France dispose vis-à-vis des Pays d'Outre-Mer qui accèdent à l'indépendance. Mais pour que cette arme soit efficace, il ne faut pas qu'elle soit, de façon manifeste, dans la main des ministres français [...] La rigueur bancaire peut être plus grande vis-à-vis des collectivités indépendantes que la rigueur administrative parce qu'elle heurte moins leur susceptibilité. Cette rigueur peut varier cependant selon l'état des relations politiques et l'influencer plus sûrement que des gestes gouvernementaux [...] Des banquiers, discrètement avertis, peuvent, au contraire, se montrer plus ou moins diligents suivant les circonstances et traduire l'attitude gouvernementale sans qu'il soit nécessaire de la déclarer. »<sup>97</sup>

Du point de vue économique, lorsque les effets des deux stratégies – réformes politiques et maintien de la souveraineté ou coopération économique après l'octroi de l'indépendance – devinrent les mêmes<sup>98</sup>, l'indépendance n'était plus qu'un mot ne pouvant modifier concrètement la situation.<sup>99</sup>

L'indépendance étant inéluctable, il importe que les liens économiques perdurent. C'est vers ce but que tendait la politique de la France depuis la

<sup>97</sup> Note sur la coopération économique avec les pays indépendants de la zone franc, 17 décembre 1956, François Bloch-Lainé, CHAN, 80 AJ122, p. 2 à 4.

<sup>98</sup> Restructuration des exportations au profit des biens d'équipement.

<sup>99</sup> Hartmut Elsenhans, *La guerre d'Algérie, 1954-1962. La transition d'une France à une autre. Le passage de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République*, Paris, Publisud, 1999, p. 330.

Deuxième Guerre mondiale. Les dirigeants préparaient la meilleure façon de résister aux indépendances. Le sentiment des Français peut être résumé ainsi : « Acquis pour certains à l'idée d'indépendance dès 1956, ils [les Français] réglèrent l'affaire en 1958, essayant de préserver un compromis honorable et acceptèrent tant bien que mal la séparation de 1960. Ils avaient donc lâché la bride, à regret certes, mais à temps. »<sup>100</sup>

Nous avons soutenu, dans cette première partie, que l'État menait en Afrique une politique d'investissement qui en faisait le centre du développement économique. Paris suppléait aux investissements privés et locaux. Sans le budget français, un véritable désinvestissement aurait eu lieu en Afrique. L'État joue un rôle central et ses motifs sont concrets et matériels. La stabilité est le plus important de ceux-ci. Les autres impondérables d'ordre économique étaient bien présents. Les fonctionnaires ont pensé à plusieurs possibilités et leurs conséquences. Il ne faut toutefois pas y voir la source ultime des décisions de l'État. La stabilité dans un contexte de guerre d'Algérie était un incitatif plus important. Les autres facteurs légitimaient de différents points de vue les actions de l'État. Impossible à contrecarrer, l'indépendance était acceptée si elle se faisait sans heurts, et tout laissait croire que tel serait le cas dans le futur. Si la stabilité était maintenue, la partie française s'accommodait de l'indépendance.

---

<sup>100</sup> Elikia M'Bokolo et Sophie Le Callenec, « Aspects intérieurs comparés de quelques décolonisation », dans Charles-Robert Ageron et Marc Michel, dir., *L'ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995, p. 217.

## **2<sup>e</sup> partie. Les projets de modernisation et leurs conséquences économiques**

Nous avons vu les principales motivations de l'État comme acteur prépondérant et son interaction avec le courant de l'indépendance. Il convient d'examiner concrètement leurs implications économiques pour les fonctionnaires. Quels devaient être les moyens mis en place, dans quelle proportion et dans quelle direction? Le développement de l'Afrique étant nécessaire afin d'élever le niveau de vie, cela se traduisait par des coûts. L'objectif même de la planification est de les évaluer. Les fonctionnaires s'y sont appliqués et il est possible de connaître ce que l'Afrique pouvait coûter et rapporter.

Ainsi, il faut étudier, pour la période entre 1956 et 1960, les perspectives économiques, telles que des fonctionnaires les voyaient du côté du commerce ou des investissements. Ces projections et ces prévisions sur les investissements et le commerce extérieur sont présentées au dernier chapitre. Il importe toutefois de débiter par les calculs des fonctionnaires sur les types de développement possibles. Deux visions majeures s'opposent. Fallait-il passer d'abord par le développement de l'agriculture de base et de subsistance ou par l'industrialisation locale et les exportations de ressources naturelles?

## Chapitre 4. Types de développement économique

Il n'y avait pas une façon unique de concevoir le développement. Les fonctionnaires divergeaient sur ce qu'ils jugeaient le plus pertinent de mettre en marche. Il est intéressant de voir qu'aucun monolithisme n'était présent. Selon que les planificateurs mettent l'accent sur la rapidité, l'efficacité ou la rentabilité, les moyens nécessaires et les directions sont différents. Alors que la France avait encore le contrôle de ce qui pouvait être fait, les questionnements et les conseils affluèrent sur les types de développement à adopter. Il importe de les étudier afin de préciser les directions prioritaires. Une telle étude permet aussi d'identifier les acteurs impliqués et leurs pensées.

Deux grands modèles de développement peuvent être identifiés. Ceux-ci nécessitaient des sommes différentes dans divers domaines et engendraient des conséquences très différentes. Il y a la possibilité de privilégier le domaine agricole ou l'industrialisation. Celle-ci concerne autant les « Grands Projets » que l'extraction minière. Toutefois, il est généralement acquis pour les fonctionnaires des différents services que ces secteurs sont essentiels et qu'ils méritent tous d'être financés. Il restait à établir la proportion entre les secteurs. Chacune des voies à ses conséquences propres.

#### 4.1 L'accent sur l'agriculture

Tout d'abord, plusieurs fonctionnaires croient que l'agriculture est le secteur à privilégier. Pour eux, les échanges locaux et l'amélioration de l'agriculture de subsistance peuvent élever plus efficacement le niveau de vie que tout autre option. L'augmentation des échanges engendre inévitablement un accroissement des rendements locaux, ce qui se manifeste par des hausses du niveau de vie puisque les ruraux se portent mieux et ont accès à plus de biens qu'ils sont en mesure de consommer. Ainsi, l'alimentation devient moins chère et les populations utilisent une part moins importante de leurs revenus en progression à celle-ci. L'importance des cultures d'exportation n'est pas remise en question, mais il ne convient pas de les privilégier dans un premier temps puisque l'agriculture doit reposer sur la consommation locale. Les échanges locaux englobent une part de la population beaucoup plus large. Réussir à les élever minimalement peut avoir un impact direct plus significatif.

Le Commissariat du Plan montre officiellement sa préférence pour cette tendance avec le III<sup>e</sup> Plan, tout comme le Bureau d'études pour le développement de la production agricole (BDPA). Cet organisme public, créé en 1950, étudie différentes techniques possibles pour élever la production agricole – locale et d'exportation. Son action dépassera très vite les frontières de l'Empire. Le BDPA affirme que la restructuration de la société africaine est possible grâce au progrès agricole.<sup>101</sup> Or, cette restructuration est essentielle à toute implantation

---

<sup>101</sup> Séance du 18 janvier 1956 du BDPA, CHAN, 80 AJ117.

d'industries. En l'absence de ces dernières, les industries de biens d'équipement en France ne pouvaient pas trouver en Afrique un marché intéressant. S'il n'y a pas de surplus de main-d'œuvre en campagne et si celle-ci ne veut pas quitter ou ne voit pas l'avantage de quitter le milieu rural, il ne peut y avoir d'industries. L'industrialisation étant liée à l'agriculture, il est impossible d'aller directement à la seconde étape.

Le potentiel en main-d'œuvre bon marché est bien présent en Afrique à l'époque, mais elle n'est pas disposée à travailler à l'extérieur de la campagne. Il est possible de la forcer à quitter sa région d'origine. Toutefois, en optant pour l'agriculture de base, il sera beaucoup plus facile et rapide d'industrialiser l'Afrique subsaharienne afin de la maintenir dans la mouvance française.<sup>102</sup> Le surplus de population rurale se dirigera vers la ville pour y trouver des emplois. L'industrialisation doit suivre graduellement pour procurer du travail, tout en développant les échanges de biens d'équipement, seuls capables d'assurer une compétitivité effective du capitalisme français face aux concurrents étrangers sur le marché mondial. Adopter une attitude trop industrialiste peut brusquer les autochtones et ainsi créer encore plus de mécontentements. Restructurer la société par la base répond aussi à ce souci de stabilité.

Il peut sembler plus judicieux d'élever tous les secteurs afin de ne pas créer de tensions inutiles; la stabilité pourra ainsi être sauvegardée. Le développement graduel de tous les secteurs obtient l'appui du Commissaire au

---

<sup>102</sup> *Idem.*

Plan. Celui-ci croit qu'une véritable croissance économique ne peut se faire que de façon harmonieuse. Il va de soi ainsi que les retards et les avances d'un secteur par rapport à un autre seraient une source de perte, parfois même de tension sociale, qu'il faut éviter autant que possible.<sup>103</sup> La première étape devait apporter une attention particulière à l'agriculture afin de développer l'Afrique.

Cette tendance montre aussi que le CGP ne veut pas donner l'exclusivité à l'agriculture. Toutefois, le Commissariat considère l'agriculture comme la base sur laquelle reposera l'industrie, tout en ne négligeant pas les autres secteurs de l'économie pour soulever harmonieusement l'ensemble. Il s'agit d'un compromis entre plusieurs tendances comme l'est l'intégralité du Plan. Par contre, l'intention du CGP de mettre l'accent sur l'agriculture de subsistance et les échanges locaux pour accélérer le développement est bien exprimée.

Dans cette même optique de modernisation des structures de l'économie rurale, d'autres fonctionnaires croient y arriver en apportant aux producteurs une assistance technique efficace, des moyens de crédit et de sécurité pour la commercialisation de leurs produits.<sup>104</sup> La restructuration est nécessaire pour augmenter le niveau de vie de la population et moderniser l'économie. Les instructions du II<sup>e</sup> Plan prescrivaient de mettre l'accent sur la production agricole indigène, laquelle fut sacrifiée lors du I<sup>er</sup> Plan. Toutefois, l'infrastructure

---

<sup>103</sup> Exposé de Hirsch, *op cit.*

<sup>104</sup> Note du 11 février 1958, CAEF, 5A124.



demeurait dominante tout au long du II<sup>e</sup> Plan (1953-1957) avec plus de 45% des crédits alloués.<sup>105</sup>

L'agriculture est la source de revenus de la majorité de la population. Elle constitue indirectement ceux des gouvernements locaux. Étant donné les avantages accordés aux entreprises pour qu'elles s'installent en Afrique et l'absence de barrières tarifaires pour le principal partenaire commercial (la Métropole), seul l'impôt agricole pouvait gonfler les coffres gouvernementaux. Négliger ce secteur reviendrait donc à laisser de côté une part importante des budgets pour de nombreuses années. Les gouvernements locaux seraient très tributaires de l'aide française pour boucler le budget de fonctionnement avant même de penser à développer, et pour longtemps. Les gouvernements institués en Afrique suite à la loi-cadre pourraient se charger de l'agriculture, mais, en considérant leurs ressources, le développement de ce secteur serait très lent.

Il est calculé que l'agriculture représente, directement ou indirectement, entre le tiers et un peu plus de la moitié des recettes des différents budgets selon les territoires.<sup>106</sup> Or ce sont là des approximations pour 1960, alors que l'industrialisation, même sommaire, était en cours. Les budgets sont à ce moment plus diversifiés qu'en 1955, 1956 ou 1957. Il est logique d'en déduire que l'agriculture devait représenter une part encore plus importante (directe et

<sup>105</sup> Jean Suret-Canale, *Afrique noire occidentale et centrale*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 129.

<sup>106</sup> La régularisation des cours des produits d'Outre-Mer : données, résultats de quatre années d'action, perspectives, Service des Affaires économiques d'Outre-Mer. Section de la DREE chargée des données sur l'Outre-Mer suite au démantèlement quasi complet du ministère de la France d'Outre-Mer, mai 1960, CAEF, B55119, p. 2.

indirecte) des revenus des gouvernements locaux. Il importe d'élever le niveau de vie de la grande majorité avec l'espoir d'en faire un marché potentiel significatif pour les industries françaises de biens de consommation durables et de biens d'équipement. Une hausse des revenus et du niveau de vie signifie aussi une augmentation des recettes gouvernementales qui pourront être allouées au développement industriel. L'attention première demeure l'agriculture pour en arriver à l'industrialisation plus tard.

Le Service des Affaires économiques d'Outre-Mer ne croit pas, malgré le développement et la diversification des activités, que l'importance de l'agriculture diminuera substantiellement. L'agriculture dominera alors les échanges internes et externes, tout en formant le fondement des finances des pays africains pour plusieurs années.<sup>107</sup> Il n'est pas surprenant que des membres du Service des Affaires économiques d'Outre-Mer optent pour le développement agricole en vue de l'élévation du niveau de vie des cultivateurs qui sont la masse des consommateurs ou futurs consommateurs de produits fabriqués. Le calcul n'est certes pas désintéressé, mais il ne fait pas de doute alors pour eux que l'agriculture doit être secondée pour élever les niveaux de vie et les échanges. Au moment où elle quitte l'Afrique sur le plan politique, la France peut sans doute évaluer la situation plus froidement. Le sentiment d'urgence lié à l'accroissement rapide du niveau de vie n'est plus de son ressort et elle peut réfléchir sur les possibilités liées au développement de ses échanges avec l'Afrique.

---

<sup>107</sup> *Idem.*

Les États de la Communauté portent une attention particulière à l'amélioration de l'agriculture. Les projets agricoles occupent une position prépondérante dans les dossiers soumis au FAC pour obtenir des fonds. Il est avancé alors que, dans le domaine agricole, « il serait à la fois imprudent et dangereux de ne pas maintenir les structures existantes, car l'action agricole demeurera l'un des éléments essentiels des programmes de développement des États. »<sup>108</sup> Le développement devait donc se faire grâce à l'agriculture, sans bouleverser les structures.

Une distinction existe entre l'Afrique du Nord et les TOM d'Afrique pour les fonctionnaires. L'industrialisation doit être rapide au Nord, mais il est possible, au Sud, de réaliser une industrialisation progressive puisqu'il ne peut y avoir de grandes industries sans un marché intérieur suffisant. Le seul Dahomey ne peut constituer un marché viable à moins que sa population ne devienne beaucoup plus riche. Il s'agit du jugement de Guernier qui insiste sur la préséance que l'agriculture doit recevoir, sans quoi aucun progrès n'est possible.<sup>109</sup> Il faut faire évoluer le monde rural qui constitue bien souvent 80 à 90% de la population d'Outre-Mer. Les niveaux de développement et les objectifs du gouvernement sont forts différents entre les deux régions. Deux stratégies sont ici avancées selon les régions.

---

<sup>108</sup> PV réunion du FAC du 12 octobre 1959, CAEF, 5D131, p. 3.

<sup>109</sup> Note de Guernier pour la préparation du III<sup>e</sup> Plan, 1956, CHAN, 80 AJ117, p. 1.

Même au sein du ministère des Finances se trouvent des partisans du développement préalable de l'agriculture. Impossible de prétendre que les hauts profits obsèdent tous les services. Les divisions sont présentes et le ministère des Finances étudie plusieurs options afin de laisser aux dirigeants le choix de suivre la voie optimale sur la base de ses conseils. Toutefois, calculer et argumenter pour une option ne signifie pas l'adopter. La voie de l'agriculture peut bien être suivie, mais ce seront finalement les gouvernements locaux qui s'en chargeront dans certains cas lorsqu'ils auront acquis leur indépendance, soit après 1960. Le gouvernement français quant à lui semble croire qu'un autre type de développement peut correspondre plus adéquatement à ses intérêts.

#### **4.2 L'accent sur l'extraction et les industries**

Il peut paraître plus juste pour d'autres de privilégier le développement industriel. Celui-ci est généralement associé à l'extraction minière et aux opérations relevant du Pacte colonial réaménagé. Bien que la politique générale vise déjà à dépasser ce stade, la théorie des îlots d'industrialisation fait encore écho chez plusieurs fonctionnaires. Une industrialisation étendue pour élever le niveau de vie n'est pas encore possible. Des fonctionnaires penchent pour cette solution encore rentable jusqu'à ce que l'industrialisation soit réalisée.

Plusieurs soulèvent que cette industrialisation et l'accent sur les grands ensembles ou les grands projets apportent peu de bienfaits aux populations locales. Il faut, pour compenser, canaliser une partie du courant économique créé

par ce type de développement industriel. Si tous les profits prennent le chemin de la France (ou une autre nation), l'impact local sera très limité puisque plusieurs de ces grands ensembles emploient très peu d'ouvriers locaux.<sup>110</sup> Leur apport au développement général de l'économie africaine n'est pas élevé : « la contribution qu'ils apportent à l'économie africaine est en effet limitée, car ils n'emploient pas une main-d'œuvre nombreuse et ne constituent pas à eux seuls des centres de développement efficaces. »<sup>111</sup> La France doit compenser pour cette perte ou permettre aux budgets locaux de retenir ces profits, ce qui pourrait effriter les bases de la solidité de la zone franc. Cette compensation est généralement associée à l'aide économique pour l'équipement.<sup>112</sup>

Toutefois, cette aide a souvent été très négativement perçue. S'appliquant à des dépenses de fonctionnement, elle aide plutôt l'appareil politique impérial. D'un autre côté, lorsqu'elle est liée à des investissements directs, elle appuie les groupes privés et protège leurs profits.<sup>113</sup> L'aide assure la présence française, devenant toujours plus nécessaire à l'entretien des structures qu'elle a créées, et ne peut être supprimée qu'à condition de vouloir écraser totalement les populations africaines. Ainsi découle l'interrogation de plusieurs auteurs marxistes : cette aide n'est-elle pas le principal boulet des populations africaines?

---

<sup>110</sup> G. Pongault, Commission de l'Économie de l'Union française, Conseil économique, 9 décembre 1958, CHAN, 80 AJ94, p. 5.

<sup>111</sup> Perspectives de l'Économie française pour 1965, février 1960, SEEF, CAC, 80 AJ166, p. 27.

<sup>112</sup> Document confidentiel des perspectives à long terme de l'économie française, fin 1959, CAC, 80 AJ162, p. 26.

<sup>113</sup> Suret-Canale, *op cit.*, p. 163.

Aussi tard qu'en février 1960, plusieurs fonctionnaires prônent toujours une certaine industrialisation s'appuyant sur les exportations de ressources naturelles brutes ou transformées sommairement vers la Métropole et les marchés internationaux. Ces fonctionnaires croient que les pays africains, sur la voie de l'indépendance, chercheront à s'industrialiser rapidement.<sup>114</sup> La France, en aidant ces pays, pourra trouver des approvisionnements sûrs en minerais et métaux ferreux et non ferreux dans sa propre zone monétaire. Dans cette optique de ventes massives à la France, les grands ensembles qui extraient et traitent en partie ces ressources trouveraient un moyen d'augmenter les exportations totales africaines, au-delà de leur impact économique direct restreint. Ils pourront aussi participer à la concurrence mondiale de la France et profiter de la vigueur de sa zone économique.

Cette façon de faire s'inspire directement du Pacte colonial rénové. Celui-ci augmente le flux des échanges, mais exige une accumulation de capital de base qui ne peut venir que de la Métropole ou d'autres pays industrialisés car impossible à trouver sur le plan local. Or le système monétaire et financier permet aux profits de quitter librement la région, ce qui nuit au développement. D'où les compensations par l'État français. L'objectif est de hausser le niveau de vie, éviter l'instabilité et améliorer les échanges. L'État doit intervenir en ce sens puisque ces objectifs ne peuvent être atteints que si le privé investit en Afrique. Tout ce que l'État peut faire pour l'y attirer est bénéfique, même si ce doit être sur

---

<sup>114</sup> Perspectives de l'économie française pour 1965, *op cit.*, p. 25.

le long terme. Face à la concurrence mondiale, le capitalisme français doit tôt ou tard exploiter ce marché de plusieurs millions de personnes.

Les données du problème sont très différentes pour d'autres fonctionnaires. Le redressement de la balance commerciale de l'Afrique noire peut se faire à l'aide des productions extractives destinées à l'exportation. Ces exportations sont essentiellement tournées vers les marchés internationaux et les pays à devises fortes en raison de la saturation en France. La Commission de l'Économie croyait qu'il ne fallait pas renoncer aux investissements qui n'aidaient pas à relever directement la situation en devises. Toutefois, une priorité ou une considération particulière devait aller à ceux qui pouvaient atteindre cet objectif.<sup>115</sup> Comme pour l'agriculture, il n'est pas question de négliger complètement les autres secteurs, mais de porter une attention plus soutenue à ces industries. Le calcul est bien plus comptable que politique à cet égard. Il laisse voir que le CGP était aussi divisé sur cette question. Officiellement, il privilégie un type de développement, mais des voix se font entendre clairement dans une autre direction.

L'industrie peut permettre d'accélérer le développement et de moderniser plus rapidement que l'agriculture. Les fonctionnaires ont conscience que peu de temps leur est alloué. Ils vont perdre une part importante du contrôle qu'ils ont sur le développement. Les investissements effectués antérieurement peuvent renseigner sur la direction que voulut prendre le gouvernement français. Pour ce

---

<sup>115</sup> Rapport de la Commission de l'Économie générale et du financement, *op. cit.*, p. 72.

qui est du FIDES et du FAC, 35,5% des fonds sont allés au développement de l'infrastructure.<sup>116</sup> Ce développement vise d'abord à rendre accessibles les ressources présentes en Afrique. Ces fonds préparent l'exploitation et l'extraction des ressources naturelles et permettent d'accéder à l'arrière-pays. L'agriculture locale peut ainsi être mieux intégrée, même si les fonds servent d'abord à évacuer les ressources naturelles. Rendre les matières premières accessibles permet d'attirer des entreprises qui pourront industrialiser sommairement l'Afrique, diversifier ses revenus et permettre une hausse du niveau de vie pour une part de ses habitants.<sup>117</sup>

Dans l'hypothèse qu'un plus grand nombre d'Africain puisse consommer, il deviendra possible d'établir sur place des industries de transformation et de biens de consommation. La mentalité de la population se tournera vers l'industrie plutôt que l'agriculture et une main-d'œuvre plus importante sera disponible. Sur le long terme, ce type de stratégie permet aussi de moderniser harmonieusement l'Afrique et d'élever les niveaux de vie. Toutefois, il était nécessaire de prôner un développement parallèle de l'industrie extractive permettant de patienter jusqu'au moment où l'agriculture et la majorité de la population auront atteint un niveau où une industrialisation plus profonde sera possible. Louis Rey qualifie cette stratégie lors d'une réunion de la CCCE<sup>118</sup> (dont il est le directeur) de poussée « à la fois récente dans le temps, plus limitée dans l'espace et plus brutale dans ses

---

<sup>116</sup> Note sur les investissements réalisés dans les États de la Communauté, dans les Territoires d'Outre-mer, au Cameroun et au Togo de 1946 au 31 décembre 1958, FAC, CAEF, 5D132.

<sup>117</sup> Note du 17 juin 1957, CAEF, 5D124.

<sup>118</sup> La CCCE (Caisse centrale de coopération économique) succède à la CCFOM (Caisse centrale de la France d'Outre-Mer) dans des prérogatives similaires.



actions : elle vise à créer des îlots d'industrialisation qui seront des lieux d'activités internes avec accumulation d'hommes et de capital. »<sup>119</sup> La poursuite de la politique des pôles de développement est bien suivie à cette époque.

Le FAC indique aussi que le souci français de valoriser la production agricole exportable des pays d'Outre-Mer a donné naissance à une industrie de transformation dont l'intervention récente contribue de façon importante au développement de l'économie outre-mer. Parallèlement et plus récemment encore ont tendu à s'implanter des industries couvrant le marché intérieur en matériaux d'équipement ou en biens de consommation.<sup>120</sup> On voit que l'accent sur les produits exportables et l'industrialisation vise à provoquer une hausse significative du niveau de vie puisque le marché intérieur sera suffisamment grand pour accueillir des industries de biens de consommation et de matériaux d'équipement. L'économie ne peut bien se développer que par la contribution rapide d'industries dans cette optique.

Ainsi, le choix était clairement posé par une projection du 7 février 1956 :

« Les hypothèses formulées sur le développement futur de ces territoires visent à améliorer le bilan alimentaire des populations autochtones, à y créer des industries nouvelles et notamment textiles, et en général, à y accroître très notablement les investissements.

Cependant, selon que l'on choisira de mettre l'accent sur l'amélioration du bilan alimentaire et du niveau de vie ou sur le développement des importations de biens d'équipement –l'un et l'autre constituant d'ailleurs les conditions nécessaires de tout progrès véritable- on sera conduit à poser deux variants d'exportations françaises :

<sup>119</sup> PV réunion de la CCCE, 26 février 1959, CHAN, 80 AJ117, p.13.

<sup>120</sup> Note sur les investissements..., *op cit.*, p. 7.

- dans la première (sous variante A) la France exporte à destination des POM 200 milliards de produits alimentaires et 540 milliards d'énergie, de matières premières et de biens d'équipement;
- dans la seconde (sous variante B) les POM ne consacrent aux produits alimentaires importés que 150 milliards de francs mais achètent en revanche à la métropole 590 milliards de produits énergétiques et industriels. »<sup>121</sup>

L'impact de l'une ou l'autre des options est bien mesuré : soit la France adopte une attitude pour le court terme, soit elle privilégie un calendrier plus long. Les proportions allouées sont très différentes et indiquent l'accent porté sur un type de développement. Les produits alimentaires représentent soit 37% (variante A), soit 25% (variante B) des investissements en équipements! Ces données montrent que l'agriculture est déjà reléguée au second rang, loin derrière les investissements industriels. Le développement s'oriente vers l'équipement et l'industrialisation rapide. Même si la première option est suivie, la tendance lourde est bien visible. Claude Gruson, directeur du SEEF, penche pour la première option et l'élévation du niveau de vie concret à court terme en lien avec l'agriculture, malgré les fortes dépenses industrielles. Ce dernier n'est pas un néophyte dans le domaine et son opinion est très écoutée. Ce n'est pas banal et sans conséquences que Gruson prenne position pour une option. Les études du SEEF penchent d'un côté, mais Gruson indique un choix différent en conclusion.<sup>122</sup>

Il faut considérer que porter une attention particulière à l'extraction renferme plusieurs avantages pour la France. Tout d'abord, elle s'assure de la rentabilité de sa présence en Afrique sur le plan des affaires. Ensuite, ce moyen

---

<sup>121</sup> Projection sur les échanges extérieurs en 1965, 7 février 1956, SEEF, CAEF, H1956, p. 12 et 13.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 13.

peut engendrer une hausse autocentrée du niveau de vie, ce qui permettra à la France de réduire son aide et ses charges sociales en Afrique à plus long terme. Les échanges en résultant seront toutefois plus importants.

Pour des administrateurs français, les États africains qui ont acquis leur indépendance chercheront à affirmer leur nouveau statut. Ils voudront alors réaliser leur développement, notamment dans l'industrie. Toutefois, ces pays ont intérêt à se lier à un État industrialisé et de niveau de vie élevé.<sup>123</sup> Les ventes à la France pourraient alors être pour les grands ensembles une base économique dont les recettes des exportations, stables et à l'écart des fluctuations internationales, permettraient d'acheter les biens d'équipement nécessaires à l'industrialisation.<sup>124</sup> L'exploitation des ressources naturelles peut facilement être une base de l'industrialisation et même un moyen commode d'y parvenir sans efforts immenses pour la population française et locale. Il faut alors que les pays africains captent les profits des exportations. Il est important que les bénéfices ne se dirigent pas vers la France sans qu'un montant appréciable ne demeure au niveau local (en réinvestissements, salaires ou autre). La France justifie son aide importante à l'Afrique afin de compenser la liberté de mouvements monétaires au sein de la zone franc et ainsi écarter la tentation pour les pays de la région de la quitter.

---

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>124</sup> *Idem.*

Une telle politique présuppose aussi que la France se tiendra prête à vendre plus de biens d'équipement à ces pays. Ceux-ci sont appelés à devenir un débouché pratiquement assuré et le noyau central des exportations de la France vers l'Afrique. L'effet principal de l'adoption de cette politique est la diminution des exportations de biens consommables et textiles qui seront vite produits localement.<sup>125</sup> C'est dire que la France dirige son commerce extérieur et favorise (ou néglige) en fonction de ces considérations. Il n'est pas seulement question d'un désir de vendre des produits où la valeur ajoutée est bien supérieure, mais aussi de centrer les exportations sur les biens les plus utiles au développement du capitalisme français face à la concurrence étrangère. En réaction à cette politique, plusieurs auteurs<sup>126</sup> évoquent un capitalisme monopolistique d'État. Celui-ci sert globalement les intérêts de l'oligarchie financière et industrielle pour assurer la survie du système en intervenant de multiples façons.<sup>127</sup>

Beaucoup plus qu'une politique commerciale, c'est d'une politique de développement du capitalisme métropolitain qu'il s'agit. Ainsi, Pierre Moussa, devant un auditoire composé d'industriels métropolitains, affirme très clairement que l'Afrique noire représente : « un débouché en expansion, une source pratiquement vierge de matières premières et dans certains cas le lieu même de son implantation future ».<sup>128</sup> Moussa croit donc que l'Afrique peut aider

---

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>126</sup> Jean Suret-Canale, Pierre Jalée et, dans une moindre mesure, Catherine Coquery-Vidrovitch.

<sup>127</sup> Pierre Jalée, *L'impérialisme en 1970*, Paris, François Maspero, 1970, p. 152.

<sup>128</sup> Conférence de Pierre Moussa le 3 décembre 1957 à l'ACADI, CAEF, PH312/01-002.

efficacement à la consolidation du capitalisme français et présuppose une stratégie qui deviendra très répandue, la relocalisation par les multinationales.

Le développement le plus bénéfique aux populations locales passerait d'abord par les investissements permettant de constituer des industries tournées vers la région. Ces industries trouveraient leurs débouchés en Afrique plutôt que sur la scène internationale. Une partie beaucoup plus grande des profits de telles industries resteraient sur le plan local. Le développement des industries d'exportations pourrait aider l'industrialisation locale en accumulant des capitaux et en élevant graduellement le niveau de vie des travailleurs. La France n'est pas concurrencée par cette petite industrie fournissant le marché intérieur. Il se peut que quelques entreprises françaises en souffrent, mais elles se tenaient à flot à ce moment grâce à l'existence de ce marché protégé et artificiel en Afrique.

Il a été démontré plus haut que des fonctionnaires préféraient la vieille politique rénovée plutôt qu'un changement de cap difficile à effectuer et à justifier. L'unanimité fait défaut, même au sein des partisans de l'industrialisation rapide. Il est aussi impossible de prétendre que seul l'appât des plus gros gains intéresse les fonctionnaires. Ceux qui adoptent cette politique croient que ce type d'industrialisation peut efficacement hausser le niveau de vie des populations d'Outre-Mer. Pour d'autres, il s'agit de la meilleure méthode pour maintenir la stabilité et assurer la poursuite des bonnes affaires.

Les pourfendeurs du néo-colonialisme pourraient bien ici déduire que la France poursuivait une politique visant à garder indirectement le contrôle de ses colonies. Promouvoir une aide visant à industrialiser plutôt que miser sur l'agriculture et la hausse des productions locales peuvent le laisser croire. Toutefois, cet aspect semble absent du calcul commercial de la France. Le type de développement ne semble pas avoir été adopté en fonction des seules relations possibles après l'indépendance. Il répond plutôt aux objectifs immédiats de la France (moderniser l'économie, élever les échanges, garder la stabilité, etc.). La poursuite des relations après les indépendances est étudiée, mais ce ne sont pas elles qui expliquent dans un premier temps les choix de la France. Si l'industrialisation et l'accent sur les productions exportables mènent au néo-colonialisme, ce n'est pas le but premier de cette politique.

Tout porte à croire que la voie liant extraction, industries sommaires et paternalisme fut adoptée pour les colonies d'Afrique. C'est celle que Paris cherchait à mettre en place en Afrique du Nord et des exemples nous montrent que ce type de développement pouvait réussir rapidement en Afrique. L'agriculture avait certes ses avantages, mais le facteur temps jouait contre cette option. Les dirigeants savaient bien que la présence directe ne serait plus possible dans les prochaines décennies. La France avait déjà consenti des efforts pour développer l'agriculture et bien souvent sans succès notables. Il fallait donc tenter une autre voie au plus vite afin de couper la base de mécontentement qui renforçait les nationalistes radicaux. Au fond, il s'agit d'une vieille opposition

que les fonctionnaires cernaient bien. Fallait-il développer par « pôles » ou alors investir sur l'ensemble des pays?<sup>129</sup> Il semble que, faute d'une direction très claire et par souci de rentabilité, la préférence alla plutôt vers le développement ciblé de certains secteurs prioritaires, tout en ne négligeant pas totalement les autres.

---

<sup>129</sup> Robert Fabre, « Réflexions sur les recherches actuelles en matière de science économique appliquée à la croissance des pays africains tropicaux », *Études et Conjoncture*, INSEE, Paris, PUF, no 11, novembre 1959, p. 1077.

## **Chapitre 5. Commerce extérieur et investissements**

Le choix d'un type de développement a des conséquences sur les investissements. Un choix éclairé nécessite une bonne connaissance des conséquences sur tous les domaines économiques de la vie en Afrique. Il est donc primordial d'étudier les échanges extérieurs qui sont le reflet du développement interne d'un pays et que les fonctionnaires analysaient. Ces pays n'ont pas les ressources financières pour effectuer une industrialisation rapide. En raison de son aide, la France peut influencer directement le développement des échanges extérieurs vers ce qu'elle juge bénéfique à ses intérêts en ciblant ses investissements. L'évolution du commerce extérieur conditionne aussi une partie des investissements et permet de situer l'ampleur de l'intervention de la France pour en arriver à une hausse satisfaisante du niveau de vie.

En plus de mettre en lumière ce que la France prévoit acheter et vendre en Afrique, comme nous le verrons, il est possible d'évaluer les investissements qui seront nécessaires afin de moderniser adéquatement la région. Ce chapitre permettra d'étudier les liens entre ces deux éléments et la cadence des échanges et des investissements futurs sous l'œil des fonctionnaires. Tout d'abord, il est nécessaire de scruter le commerce extérieur, tant au niveau des exportations que des importations.



## 5.1 Données générales du commerce

Les statistiques présentées plus loin peuvent être lues de diverses façons. Développer en vue d'en arriver à certains niveaux ou voir ce que les investissements du présent provoqueront comme résultat plus tard s'ils sont maintenus. Prévoit-on en fonction du présent ou alors du développement voulu du commerce? Il est utile de savoir quelle proportion de ses achats la France devra effectuer à l'extérieur de sa zone privilégiée, mais il l'est beaucoup plus de prévoir les investissements nécessaires à la couverture de ces échanges. Paris, en estimant le développement des échanges, veut prévoir à combien s'élèvera la note dans le futur. Il s'agissait avant tout d'une question budgétaire.

Les planificateurs fondent leurs calculs généralement sur deux variantes : la première conservatrice (4%) et la seconde plus optimiste (6%). Ces taux représentent des hausses du produit national brut par habitant de 4 ou 6% par année. Ces hypothèses correspondent au taux d'accroissement antérieur en Afrique de même qu'à l'environnement international – taux de croissance dans les pays de l'Est ou en Argentine, par exemple. Dès le milieu des années cinquante, le PIB de l'AOF augmenta de 3,6% par année, quelque peu en deçà du taux d'accroissement entre 1946 et 1954.<sup>130</sup> Une hypothèse à 4% était donc assez conservatrice.

---

<sup>130</sup> Boris Maldant et Maxime Haubert, dir. *Croissance et conjoncture dans l'Ouest africain*, Paris, PUF, 1973, p. 163.

Le développement économique doit logiquement engendrer une évolution du commerce extérieur des pays d'Afrique noire et de la France. Les échanges, d'abord calqués sur le Pacte colonial, devaient évoluer avec une hausse du niveau de vie et le développement. Plus de transformation sur place peut signifier une hausse de la valeur des échanges, autant du côté des exportations et que du côté des importations. Les fonctionnaires saisissent très bien ces subtilités dans leurs calculs des échanges extérieurs puisque l'expérience prouve que le développement économique s'accompagne « d'une modification de la nature des besoins d'importation, non de leur diminution. [...] À une demande de biens de consommation se substitue, pour partie, une demande de biens d'équipement, soutenue par l'évolution des techniques. »<sup>131</sup>

Ce travail de prévision et de projection revient en premier lieu à la DREE et au SEEF.<sup>132</sup> D'autres services et d'autres ministères peuvent aussi produire des études tout aussi poussées, bien que parfois sectorielles. Le portrait ainsi établi du commerce extérieur nous permettra de mieux saisir le contexte décisionnel des fonctionnaires ainsi que les espoirs pour l'Afrique. Ces calculs sont cruciaux pour le ministère des Finances afin d'établir une approximation des investissements qui seront sollicités en Afrique et en France pour répondre aux besoins dans les années futures.

---

<sup>131</sup> Correspondance de Moussa, CAEF, PH312/01-002. Voir aussi, par exemple : rapport du Groupe de l'équilibre, *op cit.*, p. 127; Exposé d'Hirsch, *op cit.*

<sup>132</sup> Cette dernière deviendra, durant les années soixante, la Direction de la Prévision au ministère des Finances.

Pour résumer ces prévisions, les fonctionnaires envisagent que la hausse du commerce sera beaucoup plus élevée vers l'étranger que vers la France. Au niveau des exportations africaines, il est prévu une plus grande diversité, hormis pour quelques secteurs (énergie, chimie, etc.) où les exportations se dirigeront exclusivement vers la France.<sup>133</sup> Il en est de même du côté des importations où l'étranger sera plus présent, mais dans une moindre mesure que dans les exportations. Les projections montraient que les pays hors de la zone franc demeureraient marginaux alors que la France devait maintenir sa prépondérance.

En octobre 1959, le SEEF prévoit pour les États de la Communauté :

Tableau 1 : Projection du commerce extérieur des États de la Communauté, 1965-1975. Données en milliards de francs 1956.

Hypothèse	Zone franc	Étranger	Total
4% pour 1965			
<b>Importations</b>	235,76	90,37	326,76
<b>Exportations</b>	199,90	125,80	325,70
<b>Solde</b>	-35,86	+35,43	-0,43
Hypothèse	Zone franc	Étranger	Total
6% pour 1965			
<b>Importations</b>	275,65	105,36	381,01
<b>Exportations</b>	199,90	125,80	325,70
<b>Solde</b>	-75,75	+20,44	-55,31

<sup>133</sup> Projection du commerce extérieur, POM, Exportations, 1959, CAEF, H1999, 10p.

Hypothèse	Zone franc	Étranger	Total
4% pour 1975			
<b>Importations</b>	399,58	147,20	546,78
<b>Exportations</b>	257,70	170,19	427,89
<b>Solde</b>	-141,88	+22,99	-118,89
Hypothèse	Zone franc	Étranger	Total
6% pour 1975			
<b>Importations</b>	558,35	204,79	763,14
<b>Exportations</b>	257,70	170,19	427,89
<b>Solde</b>	-300,65	-34,60	-335,25

Source : États de la Communauté. Projection du commerce extérieur 1965-1975, octobre 1959, SEEF, CAEF, H1999, 8p.

Le SEEF envisage une hausse plus importante des exportations vers l'étranger, puisque la part de la France (comprise dans la zone franc) y diminue. Alors que la zone franc représente 72% et 73% des importations des pays de la Communauté (1965 et 1975), du côté des exportations la part de celle-ci diminue à 61% et 60% (1965 et 1975).<sup>134</sup> Cet écart peut sembler faible mais, comme la France dominait largement le commerce extérieur total des pays de la région encore quelques années avant les indépendances, l'évolution est significative. Au niveau des importations, les échanges s'effectueraient au trois quarts avec d'autres partenaires au sein de la zone franc. La France présume ainsi que sa zone

<sup>134</sup> États de la Communauté. Projection du commerce extérieur 1965-1975, octobre 1959, SEEF, CAEF, H1999, p. 6.

demeurera hermétique, ce qui est bénéfique pour Paris et le franc. Il faut rappeler que la zone franc est centrée sur Paris. Tout changement de devises – afin de payer les achats hors de la zone – doit passer par la Banque de France. Plus les pays de la zone commercent entre eux et moins la France aura recours à ses réserves monétaires pour régler les achats des pays de la Communauté. Un but de la France était justement d'augmenter les entrées de devises. C'est exactement ce que les soldes positifs face à l'étranger montrent.

La différence majeure entre l'hypothèse 4% et 6% se situe du côté des importations. En effet, même si l'Afrique connaît une croissance de 6%, les exportations sont perçues comme stables. Cela peut être expliqué par le fait qu'une croissance plus forte demandera plus de biens d'équipement qui ne peuvent venir que de l'extérieur ou alors une croissance de 6% entraîne une consommation plus forte de produits qui ne peuvent aussi venir que de l'extérieur. Dans les deux cas, les importations augmenteront d'autant plus alors que la capacité de payer sera la même.

L'écart entre les deux hypothèses pourrait représenter près de 50 milliards de francs 1956. Étant donné que la France devrait demeurer plus présente du côté des importations que des exportations africaines, cela constitue des ventes supplémentaires non négligeables. Cet écart s'accroît encore pour 1975. Plus de 200 milliards de francs 1956 seront dépensés en biens de consommation et d'équipement si l'option 6% s'avérait plus juste que l'hypothèse 4%. Ce pourrait

être un incitatif majeur à dépenser un peu plus en Afrique afin d'atteindre le seuil de 6%, d'autant plus que les importations de la région pourraient s'élever à plus de 700 milliards de francs 1956 pour 1975. En considérant les pays isolément, le marché de l'Afrique peut ne pas être très attrayant, mais les chiffres globaux laissent présager de bonnes ventes.

Toutefois, l'optimisme ne doit pas occulter le fait que la balance des comptes de l'Afrique sera aussi nettement déficitaire advenant que l'hypothèse 6% se réalise. Il faut alors pour les fonctionnaires évaluer laquelle des suppositions servirait le mieux l'économie française. La situation n'est pas dramatique pour 1965, étant donné que le taux de couverture pourrait osciller entre 100% dans le cas de l'hypothèse 4% et 85% pour l'hypothèse 6%. Pour 1975, la situation semble plus problématique puisque le budget français devrait, semble-t-il, soutenir un taux de couverture de 78% pour la première hypothèse et de seulement 56% si l'hypothèse 6% s'avérait la meilleure. Un pays seul dans cette situation affronterait de très graves problèmes pour sa population en quelques années. Au-delà de ces chiffres sommaires, il faut comprendre que le déficit n'est pas dramatique puisqu'il est interne à la zone franc. En effet, face à l'étranger, la balance devrait être positive pour tous les scénarios sauf celui du 6% en 1975.<sup>135</sup> Cela signifie une entrée de devises fortes qui sera appréciée par Paris.

---

<sup>135</sup> *Idem.*

## 5.2 Impact sur les exportations de l'Afrique

Ces chiffres globaux sont suivis de prévisions concernant les exportations de différents secteurs importants des ventes de l'Afrique subsaharienne.

Tableau 2 : Augmentations prévues des exportations de certains produits d'Afrique

1956=100	France 1965	France 1975	Étranger 1965	Étranger 1975
<b>Café</b>	107	115	194	211
<b>Cacao</b>	132	182	142	210
<b>Arachides</b>	132	180	Tout ira vers la France pour 1965 et 1975 dans ces trois secteurs.	
<b>Huile palme</b>	198	271		
<b>Palmiste</b>	140	190		
<b>Bois</b>	130,3	175,4	122,2	152,6

Source : États de la Communauté. Projection du commerce extérieur 1965-1975, octobre 1959, SEEF, CAEF, H1999, 8p.

Pour les secteurs saturés en France, des augmentations très importantes sont prévues par rapport à 1956 pour l'étranger. Étant donné que les ventes de ces secteurs hors de la zone franc étaient peu développées, les hausses sont considérables. Seules les ventes de bois augmenteraient plus vite vers la France que vers l'étranger. Le café connaîtrait la plus forte expansion vers l'étranger dès 1965, toutefois, de façon générale, le cacao aurait une croissance beaucoup plus importante avec des indices aussi élevés que 182 (France) et 210 (étranger) en 1975. L'huile de palme, plus ou moins raffinée, est le produit dont l'augmentation

sera la plus spectaculaire. Signe d'une industrialisation ou d'une volonté locale de transformation? D'autres secteurs, qui n'apparaissent pas ici, sont aussi mentionnés. Le SEEF prévoit une production de pétrole de 2 millions de tonnes de brut en 1965 et 4 millions en 1975 qui se dirigeront complètement vers la France.<sup>136</sup> Du côté des minerais de fer, la production vers l'étranger passerait des 6 millions de tonnes espérées pour 1965 à 13 millions pour 1975. Pour le phosphate, 500 000 tonnes en 1965 et 700 000 en 1975 sont prévues et seraient exportées vers l'étranger et la zone franc (France exclue).<sup>137</sup> Ces sommes considérables montrent l'importance accrue de ces secteurs dans les ventes des pays de l'Afrique subsaharienne. Elles sont le reflet de l'effort d'extraction mis en place depuis 1945, mais surtout depuis le milieu des années cinquante.

Quelques années plus tôt, d'autres prévisions effectuées pour 1961 laissaient aussi présager des hausses significatives. Tout d'abord, les produits miniers et énergétiques devaient passer à 20% des ventes d'Afrique en 1961 (contre 3% en 1954).<sup>138</sup> Ainsi, la balance commerciale serait excédentaire face à la Métropole et à l'étranger. Ces espoirs laissaient voir une industrialisation intensive. Des augmentations importantes sont aussi prévues du côté des productions locales en considérant les faibles niveaux de 1954 pour certaines industries : 100% dans le secteur des textiles et cuir, 40% pour celui des industries

---

<sup>136</sup> Ces prévisions concernent seulement le Gabon. Elles se révèleront assez juste puisque le Gabon produisait 1 million de tonnes en 1966 et 5 millions en 1969 auxquelles il faut ajouter une production appréciable de 6 900 000 m<sup>3</sup> de gaz naturel non répertorié par les fonctionnaires. Voir Suret-Canale, *op cit.*, p. 261.

<sup>137</sup> États de la Communauté. Projection du commerce extérieur, *op cit.*, p. 2 et 3.

<sup>138</sup> Note du 12 juin 1957, SEEF, CHAN, 80 AJ122, p. 7.



de métaux. Du côté des biens intermédiaires, les hausses prévues sont de 144% pour les matériaux de construction, 162% pour l'énergie et 1085% en ce qui concerne la production minière. La consommation des ménages devait augmenter de 27% et celle des entreprises de 94% (pour un taux moyen de 35%).<sup>139</sup> Les sociétés privées connaîtraient un essor très important, comme le montre leur consommation possible. Celle-ci étant absente avant la Seconde Guerre mondiale et embryonnaire jusqu'aux indépendances, ces chiffres sont révélateurs de l'optimisme pour le développement de l'économie sur un échéancier inférieur à dix ans.

Le cuivre de la seule Mauritanie pouvait couvrir 11% des importations françaises alors que la France pouvait devenir, par l'entremise de la zone franc, le quatrième producteur mondial de manganèse (Gabon et Guinée) ou le premier producteur mondial de bauxite (Guinée).<sup>140</sup> Or, la plupart de ces exportations ne pouvaient pas se diriger exclusivement vers la France. Le contrôle économique français sur ces richesses était un avantage certain. Néanmoins, la caducité du Pacte colonial est ainsi révélée puisque le développement de ces secteurs se ferait en direction des pays étrangers à court terme. Ces données permettent de grands espoirs pour le développement des industries françaises qui compteront sur ces sources de matières premières alors que plusieurs d'entre-elles ne se sont pas encore implantées en Afrique (l'aventure de Pechiney débute en Guinée et son ascension en sera partiellement redevable). Le développement économique devait

---

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>140</sup> Elsenhans, *op cit.*, p. 335.

engendrer un accroissement encore plus important de ces exportations africaines de matières premières. Surtout, le capitalisme se développant et les exportations s'élevant, les capacités de payer des pays de la région augmenteraient aussi. L'aide française pourrait alors s'adapter et participer d'autant plus à l'industrialisation locale.

Une étude différente avance d'autres chiffres concernant les exportations des POM vers la France et vers l'étranger. Ce sont les exportations vers l'étranger qui devaient augmenter le plus rapidement. Par exemple, la France représente toujours 72% des ventes de l'Afrique noire d'un secteur comme celui des industries agricoles et alimentaires (147 milliards de francs 1956), mais il s'agit d'une baisse proportionnelle face à l'étranger depuis 1956.<sup>141</sup> Les ventes de fer vers la France s'élevaient à seulement 21% du total de ce secteur. Pour l'étranger, ces ventes devaient passer de 1,5 à 22 milliards de francs 1956. L'importance accrue des nations extérieures à la zone franc est nette dans ce domaine. Pour les autres minerais et les métaux non ferreux, ce même phénomène est amplifié. La France passe alors de 70% des ventes en 1956 à 41% pour 1965 (sur près de 45 milliards de francs 1956).<sup>142</sup> Il n'y a pas de doute que les fonctionnaires calculent des hausses plus élevées vers l'étranger dans les domaines appelés à devenir les plus importants du commerce des pays de la région au niveau des exportations.

---

<sup>141</sup> Projection du commerce extérieur, POM, *op cit.*, p. 2.

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 6.

### 5.3 Impact sur les importations de l'Afrique

Du côté des importations, les calculs sont plus ardues pour les fonctionnaires. Ils tentent alors d'étudier les effets des hausses de 4 à 6% du produit national brut par tête sur le commerce, comme il est présenté plus haut. Il en ressort que le secteur alimentaire diminuerait des importations totales liées au départ prévu d'Européens alors que les vins et boissons alcooliques augmenteraient suite à une hausse de l'alcoolisme et de la consommation chez les masses africaines.<sup>143</sup> Cela peut laisser présager plus de ventes pour la France dans ce secteur, malgré les efforts que déploieront les autorités publiques afin de circonscrire le problème. L'analyse est la même pour le tabac. Les matériaux de construction, le verre et les produits textiles diminueraient en raison de productions locales, alors que les produits chimiques augmenteraient.

La répartition prévue entre la France et l'étranger devrait évoluer de la moyenne prévue de 74% pour la France et 26% pour l'étranger à une plus large part des importations venant de l'étranger suite à l'ouverture aux partenaires européens du Marché commun.<sup>144</sup> Ces calculs sont aussi effectués pour les États indépendants d'Afrique noire – la Guinée et le Cameroun – et les conclusions sont sensiblement les mêmes. Il est intéressant de noter que, malgré le caractère indépendant de ces pays, aucune distinction majeure n'était à signaler dans le comportement des importations. Néanmoins, pour ces pays indépendants, les destinations de leurs exportations pourraient être plus diversifiées sur le plan

---

<sup>143</sup> États de la Communauté. Projection du commerce extérieur, *op cit.*, p. 7.

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 8.

géographique que pour les pays africains membres de la Communauté mais pas totalement indépendants.<sup>145</sup>

La mise en place des grands projets et les sources de pétrole récemment découvertes amènent à penser que ces deux éléments augmenteraient dans le commerce extérieur. Les industriels métropolitains préfèrent ces sources généralement de qualité supérieure, à bon prix et dont l'exclusivité leur est en partie assurée. Tout aussi logiquement, du côté des exportations françaises, il ne pouvait y avoir qu'une hausse des biens d'équipement et une baisse des matières textiles si un développement survenait en Afrique. Une note vient corroborer cela.

« Par suite de la mise en œuvre des « grands projets » et de l'exploitation du pétrole saharien, l'énergie et les minerais deviennent l'élément principal de nos importations en provenance de la zone franc [...] Quant aux exportations, elles se caractérisent par la part croissante des produits mécaniques et électriques ainsi que des produits chimiques; exportations particulièrement nécessaires au développement économique. On notera la réduction des exportations textiles, liés à la mise en place d'industries locales. »<sup>146</sup>

La France voit aussi les conséquences de l'industrialisation pour ses propres échanges.

Une autre projection prévoit que les achats africains du secteur industries mécaniques et électriques augmenteront de 63% entre 1956 et 1965 pour la première hypothèse et de 147% pour la deuxième! Cette hausse assez importante

---

<sup>145</sup> États indépendants d'Afrique noire. Projection du commerce extérieur 1965-1975, octobre 1959, SEEF, CAEF, H1999, p. 2.

<sup>146</sup> Document confidentiel des perspectives..., *op cit.*, p. 26.

pouvait représenter des achats entre 119 et 180 milliards de francs 1956.<sup>147</sup> La part de la France parmi ces importations africaines s'élèverait à 62% pour la première hypothèse contre 49% pour la seconde. Il est clair que la France ne pourrait pas répondre à une croissance trop importante de la demande par les pays de l'Afrique noire suite à un fort développement économique. La hausse des achats à l'étranger est encore plus impressionnante dans le cas des États indépendants d'Afrique noire.<sup>148</sup> La réalisation de la deuxième hypothèse signifierait une perte de la position prépondérante de la France dans le domaine le plus important pour la croissance économique. Un puissant levier sur les pays de la région s'effriterait ainsi. Il était encore possible de se préparer à une telle éventualité. Il s'agit d'une raison d'être de ces projections qui permettent d'entrevoir l'effort qui sera demandé aux entreprises françaises.

La Direction des Industries mécaniques et électriques (DIME) au ministère de l'Industrie indique la part de plus en plus grande de l'Afrique subsaharienne dans le commerce extérieur français. Ainsi, la vente par la France de produits mécaniques et électriques est passée de 27,5 à 35 milliards de francs en direction de l'AOF entre 1956 et 1958 (une hausse de 27%), vers l'AEF de 5,9 à 9,8 milliards (66%) et vers le Cameroun de 8,4 à 9,3 milliards (10%). Pendant cette même période, les ventes au Maroc et en Tunisie diminuaient.<sup>149</sup> De grands espoirs sont affichés pour ce secteur, compensant le manque de dynamisme des ventes à ces deux pays d'Afrique du Nord. Cela s'explique par la politique de

---

<sup>147</sup> Projection du commerce extérieur, POM, Importations, 1959, CAEF, H1999, 10p.

<sup>148</sup> *Idem.*

<sup>149</sup> Note pour les services, 12 mai 1958, DIME, CAC, 771527-42.

développement active de la France en Afrique subsaharienne pour maintenir la région dans la stabilité, alors que ce sentiment d'urgence n'existe pas pour les deux pays d'Afrique du Nord qui poursuivent leur développement selon leurs propres moyens, tout en étant moins dépendants de l'aide française. L'État a bon espoir que son développement donne des résultats positifs. Ces premières indications laissent espérer une hausse substantielle de ce type d'échanges avec l'Afrique. Ainsi, la région pourra devenir significative dans le développement de ce type d'industries en Métropole et les relations économiques seront plus fructueuses au sein de la zone franc pour la France.

On a vu que la France prévoyait des ventes de 740 milliards vers les POM pour 1965.<sup>150</sup> Ces projections étaient importantes pour évaluer la part que pouvaient prendre ces pays dans le commerce français et le rythme qui sera demandé aux entreprises. Ces ventes paraissent immenses, mais ne sont qu'une fraction des exportations totales de la France. De plus, l'Afrique est ici intégrée dans un plus grand ensemble et il est difficile d'y cerner son comportement propre (expansion ou rétrécissement). Quelques mois plus tard, le SEEF établit une évaluation des exportations pour la France. Les ventes de produits mécaniques et électriques devraient augmenter vers les POM de 60% contre 100% vers l'étranger pour 1961.<sup>151</sup> Le secteur est dynamique, mais beaucoup moins que les ventes de la France vers ses autres partenaires. Toutefois, il est clairement indiqué que ces ventes aux POM dépendent des dépenses des pouvoirs publics et

---

<sup>150</sup> Projection sur les échanges extérieurs en 1965, *op cit.*, p. 12.

<sup>151</sup> Évaluation des objectifs d'exportation 1961, 30 mai 1956, SEEF, CAEF, H1956, p. 11.

de l'aide demandée à la France par les autorités locales. Une politique d'équipement industriel, « même modérée et restreinte aux industries légères », ne peut manquer d'entraîner des changements dans la nature des ventes avec les POM.<sup>152</sup> Ainsi, la croissance des exportations françaises vers les territoires d'Outre-Mer dépendent moins du contrôle des marchés d'Afrique par le maintien de la souveraineté politique française que de la disposition du pays à financer les déficits de la balance commerciale des pays de la zone franc par des exportations de capitaux.<sup>153</sup> Seules les institutions publiques pouvaient réaliser ces mouvements monétaires.

Finalement, une stagnation des importations peut dénoter des transformations du côté de l'économie d'Outre-Mer, comme une épargne plus grande des populations locales. Si elles compriment leurs dépenses, afin de participer au développement ou d'épargner, les importations n'augmenteront pas. Surtout, il est possible d'y voir une conséquence de l'implantation réelle d'industries de transformations (textile, ciment, boissons, tabacs, etc.).<sup>154</sup> La consommation des entreprises étant moins directement touchée, il n'y a pas d'effets immédiats sur les importations de produits à plus haut taux de profits, il est possible de voir dans cette situation un présage du développement économique réel pour certains fonctionnaires.

---

<sup>152</sup> *Idem.*

<sup>153</sup> Elsenhans, *op cit.*, p. 328.

<sup>154</sup> Note de 1957, DREE, CAEF, B54998.

## 5.4 Impact sur les investissements et les transferts

Le calcul du commerce extérieur permet de mettre en lumière l'aide minimum que la France devra verser à ces pays pour couvrir leurs échanges. Leur commerce étant déficitaire, c'est la France qui doit pallier à ce manque. Ainsi ces calculs ont une fonction budgétaire importante. Plus que de voir où les investissements mèneront, ils permettent aussi de connaître ceux qui seront nécessaires ultérieurement. Plusieurs études se penchent uniquement sur le coût pour la France de ces projections d'échanges. Par exemple, une étude sur la Communauté française indique que le déficit de ces pays face à la France et l'étranger était de 99 milliards de francs 1956 pour une aide française calculée à environ 146 milliards pour la période 1956-1958.<sup>155</sup> Pour 1965, en utilisant l'hypothèse 6% et un déficit prévu de 206 milliards, en conservant les mêmes proportions (146 pour 99), la France aurait à déboursier 300 milliards de francs 1956 en aide pour couvrir les échanges.<sup>156</sup> De telles projections ne tiennent compte que de certains facteurs. Ainsi, si les pays d'Afrique vendent davantage aux pays étrangers, le déficit sera moindre. Il faut ajouter que l'aide internationale, essentiellement européenne, n'est pas comprise dans ce calcul. Les auteurs avancent que :

« Le système passé étant mauvais, on peut en conclure qu'il s'agit là d'un maximum de la contribution française publique [...] De cette évaluation, il faut déduire l'investissement international [...] En effet, cette méthode de calcul nous permet d'appréhender ce que serait un minimum d'aide-plancher arrêtée au niveau du déficit des transactions sur les biens et services, dans une optique de prêt lié aux marchandises. C'est une attitude purement mercantiliste. »<sup>157</sup>

<sup>155</sup> Étude du 26 novembre 1959, SEEF, CAEF, H1999, p. 2.

<sup>156</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 6.



Cette étude indique très bien la pensée de l'époque alors que la France s'éloigne de plus en plus de ses pays de l'Afrique subsaharienne. Avec les charges en Afrique du Nord qui prennent toujours plus de poids dans le budget, il n'est pas étonnant que les fonctionnaires veuillent en arriver à une « aide-plancher ». Le concept des prêts-liés<sup>158</sup> est aussi avancé comme condition de l'aide française. Hausser les niveaux de vie ne doit pas se faire sur le dos du capitalisme français, mais bien en lien avec celui-ci, sans l'entraver pour ces fonctionnaires.

Les données issues du tableau 1 permettent au SEEF de déduire les transferts publics qui seront nécessaires pour couvrir ces achats :

Tableau 3 : Transferts publics

Hypothèse	Millions de francs 1956	Indice 1956=100
1965- 4%	84	79
1965- 6%	144	136
1975- 4%	232	219
1975- 6%	476	399

Source : États de la Communauté. Projection du commerce extérieur 1965-1975, octobre 1959, SEEF, CAEF, H1999, 8p.

<sup>158</sup> Conditionner l'aide financière à des achats de produits (industriels) par le pays demandeur.

L'indice 100 correspond aux transferts de la France en 1956. Ces quelques statistiques, combinées aux possibilités d'aide de la France (indice 171 pour 1965 et 310 pour 1975)<sup>159</sup>, permettent de croire que l'aide de la France pourrait être moins importante en 1965 que le niveau de cette aide en 1956, mais elle pourrait aussi dépasser ses capacités de payer quelque peu pour 1975. L'évolution des liens peut représenter une économie substantielle pour 1965, mais les fonctionnaires indiquent clairement que l'indépendance imminente en 1959 ne signifiera pas la fin de l'aide française et une diminution graduelle de l'aide. La France prévoit donc investir, prêter ou donner au maximum près de 475 millions de francs 1956 en Afrique subsaharienne pour 1975.

Il s'agit d'une somme considérable, mais partielle puisqu'elle ne renferme qu'une partie seulement de l'aide française – ce ne sont que les transferts publics. Quatre fois plus d'argent se dirigera en Afrique comparativement à 1956 si l'hypothèse 6% est suivie. Certes, la France aurait aussi des revenus plus élevés, mais si elle doit emprunter pour payer le développement, l'Afrique pourrait bien être une béquille difficile à justifier. L'écart est très élevé entre l'hypothèse 4% et 6% pour 1975. Les transferts nécessaires seraient deux fois supérieurs si l'hypothèse 6% était suivie. Un des faits les plus intéressants est la conclusion des fonctionnaires qui adoptent l'hypothèse 4% dans le cas de relâchement des liens politiques avec la France et l'impossibilité dans ce cas d'en arriver à l'hypothèse maximale.<sup>160</sup> Ainsi, ils écartent presque officiellement cette dernière.

---

<sup>159</sup> États de la Communauté. Projection du commerce extérieur, *op cit.*, p. 7.

<sup>160</sup> *Ibid.*, p. 8.

Les fonctionnaires ont effectué d'autres calculs tout aussi intéressants. Le développement économique peut être exprimé par le taux de progression du produit national brut par tête (la richesse nationale et les capacités internes de payer). Le développement ne peut se réaliser sans importations de biens d'équipement. Ces importations sont directement liées au montant des disponibilités extérieures (coefficient de corrélation évalué à 0,98).<sup>161</sup> Il est établi que 61% des importations totales des pays d'Afrique subsaharienne sont couverts par les exportations et 39% par les transferts publics. Le taux d'accroissement annuel de ces transferts devrait se situer environ à 8,5% dans le cas de l'hypothèse faible et à 12% pour l'hypothèse forte afin de couvrir les importations et maintenir les investissements.<sup>162</sup>

En considérant une aide totale de 220 milliards de francs 1959 pour 1958, la dépense devrait être en suivant la première hypothèse de 228, 210 et 228 milliards de francs 1959 pour 1960, 1961 et 1962 en tenant compte de l'arrivée de l'aide internationale prévisible des partenaires européens qui n'existait pas en 1958. Pour l'hypothèse d'une hausse annuelle de 6% du PNB par tête, elle serait de 245, 234 et 263 milliards de francs 1959. La différence, suite à seulement trois années, serait tout de même de 35 milliards de francs 1959 entre les deux seules hypothèses appuyées par des données statistiques.<sup>163</sup> Ces données tendent à

---

<sup>161</sup> Annexe à la note sur la Communauté. La contribution publique française au développement des États de la Communauté, novembre 1959, CAEF, H1999, p. 7.

<sup>162</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>163</sup> *Ibid.*, p. 11.

rejoindre la projection de 300 milliards de francs 1956 en 1965 pour l'hypothèse 6% telle que présentée plus haut.

Les fonctionnaires avaient une idée assez précise de l'allure qu'allaient prendre les échanges avec l'Afrique et ce qu'il en coûterait à la France. Ceux-ci visèrent assez juste puisque le taux de croissance réel entre 1960 et 1966 a été de 4,7% en moyenne par année pour l'ancienne AOF.<sup>164</sup> Ces statistiques permettent d'envisager les efforts qui seront demandés à certains secteurs clés. Les échanges devaient augmenter à une bonne cadence et le développement pouvait déboucher sur la hausse des niveaux de vie et être bénéfique au capitalisme français. Pour les investissements, l'augmentation fait voir le poids que représentera le développement de l'Afrique dans le budget français pour les années à venir.

Les dirigeants français ont pensé aux différentes façons d'exploiter le potentiel de l'Afrique. Des divergences sont ainsi apparues et il ne fait pas de doute que, malgré les désirs de certains d'aller plutôt vers l'agriculture, le développement devait emprunter, pour être le plus efficace, la voie de l'extraction et de l'industrialisation. Cette option pouvait donner les résultats voulus. Des exemples, comme le Canada et l'Argentine, le montraient bien à cette époque. Ce choix a été fait par les dirigeants en connaissance de cause et illustre bien les relations que la France avait et voulait avoir avec ses colonies et bientôt ex-colonies d'Afrique. Paris mettant le cap et les moyens sur une certaine

---

<sup>164</sup> Maldant et Haubert, *op cit.*, p. 163.

industrialisation, des conséquences étaient à prévoir sur le commerce extérieur de ces pays et, quoique dans une moindre mesure, de la France.

C'est ainsi que les projections de commerce extérieur entre la France et l'Afrique subsaharienne nous renseignent sur les développements attendus des relations. Les fonctionnaires utilisèrent ces projections pour évaluer le niveau possible des investissements devant accompagner le commerce. La France sait alors qu'elle demeurera prépondérante, mais que son champ d'action sera quelque peu rétréci face aux autres nations, essentiellement européennes. La France voyait un grand intérêt à maintenir les liens économiques avec l'Afrique, malgré les énormes coûts estimés de ces liens, 475 millions de francs 1956 pour la seule année 1975, par exemple.

## Conclusion

La décolonisation est un phénomène complexe dont les origines sont multiples. Identifier une seule cause prédominante est illusoire. Néanmoins, les considérations politiques eurent un impact certain. La guerre d'Algérie, les pressions politiques externes – coloniales et internationales – expliquent en grande partie la décision prise par la France de suivre une politique d'ouverture. L'historiographie montre que les considérations économiques ne sont pas la cause décisive de l'éclatement de l'Empire français. Son importance ne doit toutefois pas être sous-estimée et les visées de l'État en ce domaine sont à étudier. Elles illustrent la réaction des pouvoirs publics face à un phénomène d'abord politique, en plus de permettre une meilleure compréhension du contexte de leurs décisions.

Ce mémoire visait à saisir quelles étaient les considérations économiques sous-jacentes au phénomène de décolonisation en Afrique subsaharienne au moment fort de l'évolution des liens politiques. Au contraire de courants qui ciblent plutôt les sociétés privées, il nous semblait nécessaire de porter notre attention sur les grands commis de l'État, afin de connaître la politique économique de la France en liaison avec ce défi en constant mouvement, la décolonisation. Des conclusions appropriées à une situation de 1956 devenaient anachroniques en 1959. Le sens des termes varie aussi rapidement que leur contexte. Par exemple, « l'évolution politique » de 1957 est différente de celle de

1959 dans l'esprit des fonctionnaires. Ces changements peuvent être déroutants pour le lecteur qui ne se fie qu'aux mots sans se soucier de leur contexte.

Notre démarche montre que les fonctionnaires avaient conscience que l'État était et devait être le moteur de la modernisation économique en Afrique subsaharienne. Durant cette période, le pouvoir public se substitue à des groupes privés réticents et multiplie les efforts pour que ceux-ci viennent ultérieurement. En effet, bien que l'État soit omniprésent, la présence française ne peut persister longtemps sans un apport important de fonds privés. Ces investissements sont nécessaires et l'État montre la route. Le monde des affaires ne tente pas, en Afrique subsaharienne, d'orienter le développement économique. Certaines branches souhaitent la conservation d'une situation qui leur est favorable alors que d'autres ne saisissent pas encore le marché potentiel que pourra devenir cette région. Le capitalisme présent est plus ancien et se maintient en raison des protections liées à la souveraineté politique. L'État cherche plutôt à frayer la voie à un capitalisme apte à répondre de façon supérieure aux besoins économiques et sociaux des populations.

Le pouvoir public tente en premier lieu de moderniser l'économie en Afrique noire afin de sauvegarder la stabilité. Sans élévation du niveau de vie, les liens économiques se détérioreraient à brève échéance. Une population restée dans la pauvreté est beaucoup plus agitée et prête à des mouvements violents pour remédier à sa situation. Cette politique vise ainsi à maintenir le statu quo

politique par l'entremise de la modernisation économique. Lorsque le soutien de l'ancien système ne sera plus possible, il faudra alors sauver les liens économiques par lesquels la France pourrait conserver son influence. La stabilité, par le développement, sera atteinte par le réaménagement des liens existants, ce qui signifie la fin du Pacte colonial. Le gouvernement cherche à utiliser le développement économique afin de maintenir la situation politique le plus longtemps possible. Au moment où les liens économiques seront menacés par le maintien de la souveraineté politique, il faudra accorder l'indépendance politique.

Ainsi, le gouvernement prévoit mener une politique qui nuirait à certaines branches du capitalisme français dans l'espoir que d'autres suivront. Nous avons également constaté que ces considérations pour la stabilité n'excluent pas des réflexions économiques sur la consistance de la zone franc, la balance des paiements ou la présence de matériaux français, par exemple. Ceux-ci montrent essentiellement pourquoi la sauvegarde de la stabilité (court terme) était fondamentale à ces objectifs à moyenne et longue échéance.

Nous avons admis aussi que les fonctionnaires ont cru assez rapidement que l'évolution était inévitable. D'abord, elle devait être circonscrite et contrôlée. L'indépendance, en sachant que la sauvegarde de la stabilité importait, était vite envisagée. Elle est mentionnée dès 1956, mais à long terme seulement. Puis, elle devenait toujours plus actuelle avant d'être acceptée à regret. Sachant alors que l'indépendance viendrait, le maintien des liens économiques devait être assuré.



La politique de la France depuis la Seconde Guerre mondiale visait essentiellement cet objectif, c'est-à-dire résister aux indépendances le plus longtemps possible. Or, le maintien des liens dépendait aussi de la stabilité, un point de rupture existe là où l'indépendance devait être accordée pour garantir la poursuite des échanges économiques.

Il ne s'agit pas d'une politique visant à établir le néo-colonialisme, mais plutôt une stratégie différente afin de perpétuer des liens économiques susceptibles d'être bénéfiques au capitalisme français. Il en va de même pour le type de développement mis en place. Le développement industriel n'est pas adopté suite à un calcul purement politique, mais représente aussi une réponse aux besoins identifiés par la France, comme élever les échanges ou rétablir la balance des paiements. Ce ne sont pas des visées appelées par la suite néo-colonialistes qui poussent l'État à agir, quoiqu'elles aient été présentes dans les réflexions des fonctionnaires de plusieurs ministères. Le néo-colonialisme ne serait ainsi qu'une conséquence secondaire d'une politique visant en premier lieu d'autres objectifs plus immédiats. Le type de développement privilégiant l'aspect industriel et l'extraction de ressources naturelles est préféré en raison de la lenteur du développement basé sur l'agriculture. Encore une fois, la stratégie à court terme explique beaucoup plus le choix des fonctionnaires français.

Dans leurs calculs du commerce extérieur des pays africains et de la France, plusieurs fonctionnaires prévoient des hausses assez importantes des

exportations et des importations. Le niveau de vie devait augmenter parallèlement au développement économique. Ils envisagent aussi que la modernisation pourrait être bénéfique au capitalisme français puisque les échanges s'établiraient à un niveau supérieur et la valeur des échanges serait bien plus élevée. Par contre, ces relations économiques font aussi voir, pour les fonctionnaires, que les charges représentées par l'aide accablent d'autant plus le budget français. Ne subsistait qu'un questionnement : en tenant compte des bénéfices retirés en retour, à quel niveau ces charges dépasseraient-elles la capacité de payer de la France?

Les investissements nécessaires à l'industrialisation peuvent alors être calculés. Ces projections nous renseignent principalement sur le développement attendu des relations économiques entre l'Afrique subsaharienne et la France. Au niveau extérieur, ces pays devaient connaître une diversification de leurs exportations vers des pays tiers. Ainsi, l'Afrique pourrait contribuer de façon significative à l'équilibre extérieur de la zone franc face à l'étranger et Paris économiserait des dollars. Inversement, au niveau des importations, ces pays devaient effectuer la majeure partie de leurs achats au sein de la zone, plus spécifiquement avec la France, partenaire prépondérant. En résumé, ces données statistiques indiquent que la France peut toujours compter sur l'Afrique comme source de matières premières privilégiée<sup>165</sup> alors que se développe simultanément ce marché pour ses exportations de biens d'équipement et de biens de

---

<sup>165</sup> N'oublions pas que ce sont des produits saturés en France dont le développement est le plus spectaculaire.

consommation durables, là où sa position pourrait régresser légèrement proportionnellement aux autres nations européennes, principalement les partenaires du Marché commun.

Nous avons montré que, sur le plan économique, les fonctionnaires ont pensé et mis en œuvre des stratégies opposées aux désirs des lobbys coloniaux traditionnels et des intérêts de certaines entreprises métropolitaines. Alors que peu d'indications apparaissaient en ce sens de la part de ces sociétés, la France a orienté sa politique d'investissements et d'aide en fonction du développement de certains secteurs-clés du capitalisme français, tels qu'ils étaient perçus à la fin des années cinquante.

Les contraintes économiques et politiques françaises, ajoutées à l'engagement économico-militaire en Algérie, excluaient une politique de force en Afrique subsaharienne combinant réformes et moyens militaires. Il y avait donc divergence entre politique algérienne et politique coloniale. Suivre une voie en Algérie (répression et développement économique accéléré) excluait la possibilité de suivre la même voie en Afrique noire. La France perdait ainsi des arguments utilisés pour justifier sa présence en Algérie : préserver la cohérence interne de la zone franc.<sup>166</sup>

Un courant d'analyse veut que les entreprises dictent la conduite que l'État devrait adopter au niveau politique, économique et social afin de protéger et

---

<sup>166</sup> Elsenhans, *op cit.*, p. 353.

appuyer leurs intérêts. Il en va de même dans l'analyse de la décolonisation française. Nous avons vu que certains auteurs soutiennent que l'État a suivi la voie dictée par les entreprises ou qu'il a agi naturellement en faveur de ces grands intérêts. Les liens entre les sociétés privées et l'État ne sont pas définis clairement. Ils évoluent avec le temps, mais la présence étatique dans l'économie est indiscutable depuis les débuts de la colonisation, voire depuis l'apparition de l'État moderne.

Nos conclusions sont basés sur les sources que nous avons utilisées. Nous ne pouvons pas avancer que l'État dans son ensemble adoptait les mêmes politiques et objectifs ou que le pays suivait ces avis à la lettre, mais nous voyons que ces questions ont été pensées par les responsables de l'activité économique de l'État qui ont été au centre de notre étude. Les sources recueillies au ministère des Finances et de l'Économie, de l'Industrie, du Commissariat général au Plan ainsi que quelques sources annexes – dont les écrits du directeur du secteur économique au ministère de la France d'Outre-Mer, Pierre Moussa – montrent une tendance lourde chez ces fonctionnaires oeuvrant dans les principales directions étatiques. Néanmoins, nous avons déjà indiqué que des recherches complémentaires doivent être effectuées, pour la France, aux archives du ministère de la France d'Outre-Mer et du Quai d'Orsay. D'autre part, des études peuvent aussi nous apprendre les objectifs économiques analysés par les fonctionnaires de la Grande-Bretagne et de la Belgique dont les empires africains

étaient importants. Les conclusions de telles études seront alors à rapprocher des indications que nous avons formulées plus haut.

Finalement, les germes de la pensée néo-colonialiste ont été abordés ici. Nous avons montré que quelques fonctionnaires ont traité directement ou indirectement la question. Néanmoins, il nous apparaît évident que les décisions sur le plan économique ne sont pas directement liées à ces réflexions. Elles sont sûrement prises en compte par les décideurs et les fonctionnaires, mais elles ne constituent pas la base de leurs analyses. Paris s'interroge sur les liens qu'il peut établir avec ses partenaires africains au niveau économique : que ces liens permettent de conserver une influence politique allait de soi. Les intentions néo-colonialistes étaient bien présentes.

« L'aide économique est l'arme la plus puissante, sinon la seule, dont la France dispose vis-à-vis des pays d'Outre-Mer qui accèdent à l'indépendance. Mais, pour être efficace, il ne faut pas qu'elle soit, de façon manifeste, dans la main des ministres français. [...] Des banquiers, discrètement avertis, peuvent, au contraire, se montrer plus ou moins diligents suivant les circonstances et traduire l'attitude gouvernementale sans qu'il soit nécessaire de la déclarer. »<sup>167</sup>

Cette question du néo-colonialisme est à approfondir. Nous l'avons effleurée ici et il est possible que son rôle dans les décisions soit clarifié par de futures recherches. La France nous semble plutôt avoir été poussée du contrôle direct au néo-colonialisme par une situation politique qui lui échappait. C'est cette situation qui incite les fonctionnaires à penser à d'autres formes de maintien des liens. Nous avons étudié ceux qui eurent comme conséquence une certaine

---

<sup>167</sup> La coopération économique avec les pays indépendants de la Zone franc, 17 décembre 1956, François Bloch-Lainé, Commission des Finances, CHAN, 80 AJ122, p. 2 à 4.

forme de néo-colonialisme. Pour le moment, nous savons que Paris chercha à moderniser ses liens avec l'Afrique dans un sens favorable à certaines branches du capitalisme français comme nous le montrent les projections du commerce extérieur avec la région de l'Afrique subsaharienne.

# Bibliographie

## Sources

Centre des archives économiques et financières (CAEF) du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, à Savigny-le-Temple :

1A411 : Cabinet Pfmilin et Pinay  
1A437 : Ramadier, commerce extérieur  
1A449 : Ramadier, relations commerciales et financières avec les territoires de la France d'Outre-Mer ou d'anciennes colonies  
5A110 à 5A124 : Archives Cusin, divers (PV, budgets, etc.)  
B18951 : Direction du Trésor, pelurier, Outre-Mer  
B18952 : Pelurier, 1960-1961, zone franc  
B33568 : AOF, direction du Budget  
B33569 : Budget de l'AEF et de l'AOF  
B33570 : Cameroun et Togo, situation et aide financière  
B44944 : direction du Budget  
B52114 : CCFOM  
B52206 : SEEF, Politique économique  
B52209 : SEEF  
B52214 : Préparation du III<sup>e</sup> Plan par le SEEF  
B52239 : Études SEEF  
B54909 : DREE, Maghreb, Algérie, zone franc  
B54983 : DREE, commerce extérieur  
B54994 : DREE, Commerce extérieur de la France, 1953-1961  
B54997 : DREE, Situation économique des TOM  
B54998, B54999 et B55000 : DREE, TOM, divers  
B55087 : Commission des exportations  
B55119 : DREE, divers  
B55149 : DREE  
B57737 : Gestion des TOM  
5D9 : FIDES, AEF  
5D131 à 5D135 : Comité-directeur du FAC  
H1956 : SEEF et INSEE, projections commerce extérieur  
H1999 : Études pour le IV<sup>e</sup> Plan  
PH312/01 001 : Archives Moussa, œuvres administratives, 1951-1959  
PH312/01 002 : Moussa, conférences et correspondance

Centre historique des archives nationales (CHAN), à Paris :

80 AJ91 : Élaboration du III<sup>e</sup> Plan  
80 AJ93 : Rédaction du III<sup>e</sup> Plan pour l'Outre-Mer

80 AJ94 : Conseil économique  
 80 AJ95 : III<sup>e</sup> Plan  
 80 AJ96 : Rapport d'exécution du Plan  
 80 AJ117 : Commissions au Commissariat au Plan en vue de la préparation du III<sup>e</sup> Plan  
 80 AJ118 : Commission DOM-TOM  
 80 AJ119 : Méditerranée, Niger, Algérie, AOF  
 80 AJ120 : Commission de l'Économie  
 80 AJ122 : Groupes de travail de la commission des Finances  
 80 AJ137 : Commission des Industries de transformation  
 C15748 : Assemblée nationale, commission des Affaires économiques  
 C15767 et C15768 : AN, commission des TOM

Centre des archives contemporaines (CAC), à Fontainebleau :

771386-52 et 53 : Ministère de l'Industrie, service des Affaires extérieures, pelurier  
 771399-22 : Industrie, Plans  
 771470-73 : Industrie, POM associés à la Communauté, questions sociales; 1959-1960  
 771470-74 : Industrie, statistiques, renseignements de base concernant les EAMA, PTOM et DOM, 1959-1962  
 771470-99 : Industrie, Convention d'association CEE-EAMA  
 771521-45, 771521-150 et 771523-78 : Industrie, DIME  
 771525-33 : Industrie, zone franc  
 771527-42 : Industrie, courrier POM  
 771638-72 : Industrie, Étude textile pour 1965-1975  
 80 AJ162 et 80 AJ166 : Industrie, IV<sup>e</sup> Plan

### **Guide bibliographique**

DUIGNAN, Peter et Lewis H. GANN. *A bibliographical guide to colonialism in Sub-saharan Africa*, Londres, Cambridge University Press, 1973. 552p.

LASSERRE, René, dir. *La France contemporaine. Guide bibliographique et thématique*, Tubingen, Niemeyer, 1980. 743p.

NATIONS UNIES. *L'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux: bibliographie sélective, 1960-1990*, New York, Nations Unies, 1981.

CD-ROM. *Bibliographie nationale française*, 2002.



### **Ouvrages généraux sur la période**

BONIN, Hubert. *Histoire économique de la IV<sup>e</sup> République*, Paris, Economica, 1987. 447p.

CARMOY, Guy de. *Les politiques étrangères de la France, 1944-1966*, Paris, Ed. de la Table Ronde, 1967. 519p.

FOURQUET, François. *Les comptes de la puissance. Histoire de la comptabilité nationale et du Plan*, Éditions Recherches, 1980. 462p.

GROSSER, Alfred. *La politique extérieure de la V<sup>e</sup> République*, Paris, du Seuil, 1965. 190p.

GROSSER, Alfred. *La IV<sup>e</sup> République et sa politique extérieure*, Paris, Armand Colin, 1967. 438p.

JALÉE, Pierre. *L'impérialisme en 1970*, Paris, François Maspero, 1970. 231p.

ROUSSO, Henri. *De Monnet à Rousso. Enjeux politiques et objectifs économiques dans le cadre des quatre premiers plan (1946-1965)*, Paris, IHTP, éditions du CNRS, 1986. 245p.

VAÏSSE, Maurice. *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998. 722p.

### **L'Union française et la décolonisation**

AGERON, Charles-Robert. *Les chemins de la décolonisation de l'Empire colonial français*, Colloque de l'IHTP, Paris, CNRS, 1986. 564p.

AGERON, Charles-Robert. *La décolonisation française*, Paris, Armand Colin, 1991.

AGERON, Charles-Robert et Marc MICHEL, dir. *L'ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995. 516p.

BETTS, Raymond F. *France and decolonisation, 1900-1960*, New York, St. Martin's Press, 1991. 152p.

ELSENHANS, Hartmut. *La guerre d'Algérie, 1954-1962: la transition d'une France à une autre. Le passage de la IV<sup>e</sup> à la V<sup>e</sup> République*, Paris, Publisud, 1999. 1072p.

GIRARDET, Raoul. *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris, la Table Ronde, 1972. 506p.

GRIMAL, Henri. *La décolonisation. De 1919 à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1985 [1965]. 349p

INSTITUT D'HISTOIRE DU TEMPS PRÉSENT. *Décolonisations européennes*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1995. 400p.

LACOUTURE, Jean et Dominique CHAGNOLLAUD. *Le désempire. Figures et thèmes de l'anticolonisme*, Paris, Denoël, 1993. 266p.

MARSEILLE, Jacques. *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984. 461p.

PERVILLÉ, Guy. *De l'Empire français à la décolonisation*, Paris, Hachette, 1991. 255p.

PLANCHAIS, Jean. *L'Empire embrasé, 1946-1962*, Paris, Denoël, 1990. 443p.

SORUM, Paul Clay. *Intellectuals and decolonisation in France*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1977. 305p.

THOBIE, Jacques et Gilbert MEYNIER, et al. *Histoire de la France coloniale*, T.2 (1914-1990), Paris, Armand Colin, 1990. 654p.

YACONO, Xavier. *Les étapes de la décolonisation française*, Collection « Que sais-je », no428, Paris, PUF, 1975. 128p.

### **L'Afrique noire et son indépendance en particulier**

AGERON, Charles-Robert et Marc MICHEL, dir. *L'Afrique noire française: l'heure des indépendances*, Paris, CNRS, 1992. 728p.

ANDEREGGEN, Anton. *France's relationship with Sub-saharan Africa*, Westport, Praeger, 1994. 200p.

BRUNSCHWIG, Henri. *L'avènement de l'Afrique noire. Du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963. 247p.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine et Henri MONIOT, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 1993 [1974]. 499p.

CORNEVIN, Marianne. *Histoire de l'Afrique contemporaine. De la Deuxième Guerre mondiale à nos jours*, Paris, Payot, 1980 [1972]. 447p.

CORNEVIN, Robert. *L'Afrique noire de 1919 à nos jours*, Paris, PUF, 1973. 251p.

D'ALMEIDA-TOPO, Hélène. *L'Afrique au XX<sup>e</sup> siècle*, Collection U, Paris, Armand Colin, 1999 [1993]. 383p.

DESCHAMPS, Hubert, dir. *Histoire générale de l'Afrique noire, de Madagascar et des archipels*, tome II, *De 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 1971. 720p.

LAVROFF, D.G. *La politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pedone, 1980. 421p.

MALDANT, Boris et Maxime HAUBERT, dir. *Croissance et conjoncture dans l'Ouest africain*, Paris, PUF, 1973.

MORTIMER, Edward. *France and the Africans, 1944-1960*, New York, Walber and Co., 1969. 191p.

SURET-CANALE, Jean. *Afrique noire occidentale et centrale. De la colonisation aux indépendances (1945-1960)*, t.1 « Crise du système colonial et capitalisme monopolistique d'État », Paris, Éditions Sociales, 1977. 394p.

VALETTE, Jacques. *La France et l'Afrique: l'Afrique subsaharienne de 1914 à 1960*, Paris, SEDES, 1994.

### Articles de périodiques

AGERON, Charles-Robert. « La survivance d'un mythe: la puissance par l'Empire colonial », *Revue française d'histoire d'outre-mer (RFHOM)*, Paris, vol.72, no.269, 1985, pp. 387-403.

ARON, Raymond. « Les conséquences économiques de l'évolution politique », *Revue française de science politique*, Paris, vol.9, no.3, pp. 610-628.

BAER, Alain. « Heurs et malheurs d'une grande idée: la décolonisation », *Défense nationale*, 43, 1987, pp. 27-44.

BERG, Elliot J. « The economic basis of political choice in French West Africa », *The American Political Science Review*, vol.54, no.2, juin 1960, pp. 391-405.

BERTHÉLÉMY, Jean-Claude. « L'économie de l'Afrique occidentale française et du Togo, 1946-1960 », *RFHOM*, Paris, vol.67, no.248-249, 1980, pp. 301-337.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. « L'impact des intérêts coloniaux: SCOA et CFAO dans l'Ouest Africain, 1910-1965 », *Journal of African history*, vol.16, no.4, 1975, pp. 595-621.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. « L'impérialisme français en Afrique :Idéologie impériale et politique d'équipement, 1924-1975 », *Relations internationales*, no.7, 1976, pp. 261 à 282.

DROZ, Bernard. « L'évolution de l'Union française », *Historiens et géographes*, 89(361), 1998, pp. 259-270.

ELSENHANS, Hartmut. « Decolonisation : from the failure of the colonial export economies to the decline of westernised state calsses », *Maghreb Review*, vol.19, no.1-2, 1994, pp. 96-122.

FABRE, Robert. « Réflexions sur les recherches actuelles en matière de science économique appliquée à la croissance des pays africains tropicaux », *Études et Conjoncture*, INSEE, Paris, PUF, no.11, novembre 1959, pp. 1077-1084.

FITZGERALD, Edward Peter. « Did France's Colonial Empire make exonomic sense? A perspective from the Postwar decade, 1946-1956 », *Journal of Economic History*, vol.48, no.2, juin 1988, pp. 373-385.

FLOOD, Christopher. « Questions of decolonization and post-colonialism in the ideology of French extreme-right », *Journal of European studies*, 28(1-2), 1998, pp. 69-88.

GUYOT, Claire. « Entre morale et politique. Le centre catholique français face à la décolonisation (1952-1966) », *Vingtième Siècle*, vol.63, 1999, pp. 75-86.

HODEIR, Catherine. « Le grand patronat colonial français face à la décolonisation, 1945-1962: problématiques, sources, conclusions », *RFHOM*, Paris, no.330, 2001, pp. 129-142.

KINDA, Noraogo. « Les États-Unis et le nationalisme en Afrique noire à l'épreuve de la décolonisation », *RFHOM*, Paris, vol.79, no.297, 1992, pp. 533-555.

LUCHAIRE, François. « Les grandes tendances de l'évolution politique », *Revue française de science politique*, Paris, vol.9, no.3, 1958, pp. 578-597.

MARSEILLE, Jacques. « L'industrialisation des colonies: affaiblissement ou renforcement de la puissance française? », *RFHOM*, Paris, no.234, 1982, pp. 23-34.

MARTEL, Gordon. « Decolonisation after Suez: retreat ou rationalisation », *Australian Journal of politics and history*, 46 (3), 2000, pp. 403-417.

MARTIN, Guy. « The historical, economic and political bases of France's African policy », *Journal of modern African studies*, vol.23, no.2, juin 1985, pp. 189-208.

M'BOKOLO, Elikia. « Forces sociales et idéologies dans la décolonisation de l'AEF », *Journal of African history*, vol.22, no.3, 1981, pp. 393-407.

MERLE, Marcel. « La Constitution et les problèmes d'outre-mer », *Revue française de science politique*, Paris, vol.9, no.1, 1958, pp. 135-166.

MICHEL, Marc. « Une décolonisation confisquée? Perspectives sur la décolonisation du Cameroun sous tutelle de la France 1955-1960 », *RFHOM*, 86 (2), 1999, pp. 229-258.

### Ouvrages de contemporains

ARNAULT, Jacques. *Procès du colonialisme*, Paris, Editions sociales, 1958. 331p.

BERQUE, Jacques, dir. *De l'impérialisme à la décolonisation*, Paris, Éd. de Minuit, 1965. 501p.

BLOCH-LAINÉ, François. *La zone franc*, Paris, PUF, 1956. 512p.

BORELLA, François. *L'évolution politique et juridique de l'Union française depuis 1946*, Paris, 1958. 500p.

BONNEFOUS, Edouard. *Les milliards qui s'envolent. L'aide française aux pays sous-développés*, Paris, Fayard, 1963. 293p.

DUGUE, Gil. *Vers les États-Unis d'Afrique*, Dakar, Éditions Lettres africaines, 1960. 314p.

EHRHARD, Jean. *Communauté ou sécession*, Paris, Calmann-Lévy, 1959. 176p.

EHRHARD, Jean. *Le destin du colonialisme*, Paris, Editions Eyrolles, 1958. 242p.

FAUVET, Jacques. *La France déchirée*, Paris, Fayard, 1957. 152p.

GONIDEC, P.F. *Droit d'Outre-mer*, 2 tomes, Paris, Editions Montchrestien, 1959 et 1960. 493 et 595p.

GRENIER, René. *L'Union française sera fédérale ou ne sera pas!*, Paris, Scorpion, 1956. 219p.

MÉJAN, François. *Le Vatican contre la France d'Outre-mer*, Paris, Librairie Fischbacher, 1957. 248p.

MEMMI, Albert. *Portrait du colonisateur et du colonisé*, Paris, Buchet/Chastel, 1957. 193p.

MILCENT, Ernest. *L'A.O.F. entre en scène*, Paris, Éd. Témoignage chrétien, 1958. 176p.

MITTERRAND, François. *Présence française et abandon*, Paris, Plon, 1957. 240p.

MOUSSA, Pierre. *Les chances économiques de la communauté franco-africaine*, Paris, 1957.

MUS, Paul. *Le destin de l'Union française. De l'Indochine à l'Afrique*, Paris, du Seuil, 1954. 538p.

PARAF, Pierre. *L'ascension des peuples noirs. Le réveil politique, social et culturel de l'Afrique au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Payot, 1958. 236p.

SIRIEX, Paul-Henri. *Une nouvelle Afrique. AOF 1957*, Paris, Plon, 1957. 278p.